

Rapport d'activité 2007

Jean-Louis Levet

Directeur général de l'IRES

Document approuvé par le Conseil d'administration du 13 mars 2008

SOMMAIRE

| | |
|---------------------------|---|
| Introduction | 3 |
|---------------------------|---|

Axes de travail

| | |
|--|----|
| I. Relations professionnelles, démocratie sociale | 7 |
| II. Mutations productives, financières et restructurations | 14 |
| III. Transformations de l'emploi et du travail | 20 |
| IV. Dynamiques salariales et politiques sociales | 28 |

Activités transversales

| | |
|--|----|
| V. Chronique internationale de l'IRES | 31 |
| VI. Fondation de Dublin et Observatoires européens | 34 |
| VII. Centre de documentation | 38 |

Annexes

| | |
|--|----|
| Annexe 1 : publications | 41 |
| Annexe 2 : colloques | 49 |
| Annexe 3 : conventions de recherche achevées ou en cours en 2007 | 57 |

L'IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales) a été créé en 1982 par l'ensemble des organisations représentatives françaises, avec le concours du gouvernement. La CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT, la CGT-FO et l'UNSA Education le gèrent en commun.

L'IRES a pour vocation de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale. L'Institut exerce ainsi une fonction originale, consistant à construire et à enrichir le lien entre le travail de recherche dans les domaines concernés et les attentes syndicales. L'Institut remplit une fonction unique de lieu d'activité et d'échange intellectuels commun aux organisations syndicales, dans le respect de leur diversité et de leurs préoccupations spécifiques. Son parcours est fondé sur quatre facteurs : l'autonomie, la rigueur scientifique, le pluralisme et l'ouverture internationale.

INTRODUCTION

Le rapport d'activité 2007 de l'IRES se structure autour des quatre axes définis par le programme de travail 2005-2009, avec des évolutions introduites par le programme de travail de 2007. Ces axes sont les suivants : *Relations professionnelles et démocratie sociale ; Mutations productives, financières et restructurations ; Transformations de l'emploi et du travail ; Dynamiques salariales et politiques sociales.*

Ces axes se conçoivent de façon complémentaire les uns aux autres. Ils spécifient des domaines de recherche qui permettent d'organiser une prise en charge scientifique diversifiée de la thématique commune retenue par le PSMT, celle de la « cohésion du monde salarial au sein d'une économie et d'une société confrontées à des transformations structurelles ».

Le rapport d'activité fournit une présentation détaillée des différents thèmes qui ont été traités au cours de 2007 au sein de chaque axe. L'encadré ci-après fournit un sommaire de cette présentation, complétée par celle relative aux missions « transversales » qui sont assurées au sein de l'institut. Ces missions, à la fois à caractère éditorial et de recherche, mobilisent l'ensemble des chercheurs.

Ce rapport intervient alors que le programme à moyen terme 2005-2009 a couvert plus de la moitié de son terme. Il paraît utile de lui faire jouer un rôle rétrospectif sur les activités réalisées et de suggérer des réflexions plus prospectives.

Sommaire des sujets de recherche et des activités transversales en 2007

Axe 1 : Relations professionnelles et démocratie sociale :

1. Les qualifications dans l'agro-alimentaire
2. Les salariés précarisés et l'action collective
3. La participation des salariés dans la société européenne et dans les conseils d'administration
4. Les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime de sécurité sociale
5. Les relations Etats-acteurs sociaux dans les transformations de la relation salariale comparée en France et en Allemagne
6. Le syndicalisme dans la fonction publique

Axe 2 : Mutations productives, financières et restructurations

7. Les stratégies des firmes, les mutations du système productif et leurs effets sur l'emploi et le travail
8. Choix stratégiques, modes de gouvernance des firmes et restructurations
9. Grands groupes, territoires et restructurations
10. Formes d'entreprises, modes de coordination et stratégies manageriales

Axe 3 : Relations à l'emploi et au travail

11. Performances d'emploi et réformes du marché du travail
12. Les jeunes et le marché du travail: l'apport des comparaisons internationales
13. L'emploi des seniors et les stratégies des entreprises
14. Discriminations en fonction de l'origine réelle ou supposée
15. Transformation du travail des fonctionnaires et réformes de l'Etat contemporain
16. Les transformations du marché du travail et de l'intermédiation
17. L'intérim et les bas salaires
18. Les acteurs de la santé au travail (le cas de l'accord de 1975 sur les conditions de travail)
19. La validation des acquis de l'expérience
20. La notion de « formation expérientielle » dans le discours social français

Axe 4 : Dynamiques salariales et politiques sociales

21. Réformes des retraites et taux d'emploi des seniors
22. Réforme des retraites, épargne et individualisation
23. Politiques familiales et inégalités hommes/femmes
24. Revenus des personnes sans emploi

Activités transversales

25. Chronique internationale de l'IRES
26. Fondation de Dublin et observatoires européens
27. Centre de documentation

Une réelle diversité de domaines de travail et de méthodes

La présentation des différents thèmes traités au sein de chaque axe souligne l'importance - y compris numérique - des objets de recherche pris en charge au sein de l'IRES. Les avancées réalisées à chaque phase de travail se traduisent par une déclinaison plus large des centres d'intérêt. Chaque chercheur(e) est le plus souvent occupé sur plusieurs chantiers, conduits simultanément. Les comptes-rendus d'activités manifestent aussi la large palette de méthodes mises en œuvre au sein de l'Institut.

Cette diversité résulte à la fois de choix internes à l'IRES et de sollicitations externes, liés à la reconnaissance de son expertise dans ses domaines de travail. Cela se concrétise par des actions de recherche souvent menées *via* des contrats avec des organismes eux-mêmes divers, et aussi par des collaborations nombreuses avec des chercheurs rattachés à des centres français ou internationaux. L'engagement ancien de l'Institut dans la comparaison internationale explique que ces réseaux – parfois peu formalisés mais néanmoins bien réels – dépassent largement les frontières françaises. Le statut de ces collaborations engage l'IRES, soit comme partenaire, soit comme organisateur de ces réseaux. Cela traduit la reconnaissance scientifique dont bénéficie l'Institut, à travers ses chercheurs et la qualité des réseaux de travail concernés.

Seules les valorisations les plus saillantes (rapports, ouvrages, publications diverses) sont ici retenues. Il n'est pas possible au sein d'un rapport comme celui-ci de rendre compte de la multiplicité des formes de valorisation des travaux ainsi réalisés. Il faut se reporter à la *Lettre de l'IRES*, qui rend compte trimestriellement des interventions des un(e)s et des autres, pour mesurer l'importance des demandes adressées aux chercheurs à propos de leurs travaux. Ces demandes concernent des publics certes hétérogènes, mais tous activement concernés par les résultats des recherches. Ce fort engagement des chercheurs dans la demande sociale émanant de publics parfois éloignés du monde de la recherche, constitue aussi une des originalités de l'Institut.

La valorisation des travaux prend une forme particulière, depuis plusieurs années, avec l'organisation, deux fois par an, des *Entretiens* de l'Institut au Conseil Economique et Social. Au cours de l'année 2007, ils ont porté respectivement, en février, sur la question du salaire minimum en Europe, et, en octobre, sur les nouveaux enjeux de la négociation collective.

Pertinence des choix du PSMT et besoins de synthèse

Il n'est pas encore temps de rendre compte de façon synthétique des travaux engagés dans la problématique du PSMT. A ce stade cependant de leur avancée, plusieurs points peuvent être soulignés : la pertinence de centrer les travaux de l'IRES sur les transformations économiques et la différenciation des parcours sociaux se confirme, de même que la pertinence de privilégier l'approche comparative dans ces différents domaines – ce qui ne signifie pas qu'elle soit exclusive de travaux intra-nationaux. Ces différents points se retrouvent largement dans les rapports d'activité des différents axes de travail.

Les régimes de financement des entreprises comme les formes de leur gouvernance, les systèmes de protection sociale comme les modèles de négociation et de conflictualité, les modes d'investissement dans le travail comme les modes d'accès à l'emploi, autant de situations qui connaissent des transformations profondes. Ces dernières tendent à accentuer des différenciations, sinon à former des clivages sociaux au sein des pays. Les « stratégies » nationales s'avèrent néanmoins différenciées.

Le privilège accordé à la comparaison internationale s'accompagne d'une grande diversité des méthodes d'analyse. Elles ne sont pas simplement interdisciplinaires. Les choix de méthodes, depuis les enquêtes de terrain jusqu'aux approches globales, se côtoient au sein des axes et des disciplines mises en oeuvre. Il faut sans doute voir là un effet dû à l'importance des transformations, dont il s'agit de rendre compte à tous les niveaux.

La variété même des approches et des méthodes qu'elles mettent en jeu exige qu'une phase de

synthèse soit bientôt entreprise. Une lecture attentive montre sans doute qu'une assez forte cohérence se trouve derrière cette multiplicité de résultats. Cette lecture reste à effectuer, au sein de l'Institut lui-même. Cette exigence pourrait déjà trouver une place dans une revitalisation du travail interne des « groupes » de chercheur(e)s autour de chaque axe. Elle pourrait aussi être conduite avec l'aide des sollicitations externes. Sur cette base, des avancées pourraient être réalisées. Elles serviront à ouvrir, dès 2008, des perspectives pour le futur programme de travail à cinq ans qui devra être rédigé au cours de l'année 2009.

Des demandes nouvelles

Le compte-rendu d'activité manifeste toujours des manques, reflets de demandes sociales nouvelles adressées à une structure de recherches du type de l'IRES. Certains deviennent plus criants que d'autres. Il en va ainsi sans doute – du point de vue thématique – des salaires, de leurs évolutions et des modes sous lesquels se produisent ces évolutions. Ce thème a pris une importance sociale accrue en France, mais aussi en Europe. Du point de vue disciplinaire, il convient aussi sans doute que l'Institut reprenne une réflexion plus fondamentale sur les enjeux des politiques macro-économiques, pour un mouvement syndical désormais confronté ouvertement à des choix internationalisés. Pas plus que les responsabilités syndicales, les recherches menées au sein de l'IRES ne peuvent se cantonner à l'impact social des politiques économiques.

Le programme de travail 2008 tire quelques unes des conséquences que suggère une lecture du rapport d'activité qui suit.

AXES DE TRAVAIL

I. Relations professionnelles et démocratie sociale

Le compte-rendu des travaux effectués en 2007 concernant les relations professionnelles s'inscrit bien dans le programme de travail 2005-2009. Celui-ci souligne l'importance de la différenciation en cours au sein des différents régimes nationaux de relations professionnelles. Cette différenciation rend de plus en plus difficile de ramener chacun de ces régimes à un modèle standardisé qui se déclinerait pour l'ensemble du salariat. Il existe néanmoins des systèmes dont les acteurs, au prix d'inflexions propres, parviennent à en sauvegarder la cohérence. L'hypothèse est faite, au contraire, que les différenciations en cours constituent un risque pour la cohérence de ces systèmes et qu'il s'agit là de l'un des éléments déterminants de l'évolution que connaissent les acteurs centraux des relations professionnelles. Ces derniers sont-ils encore en état « d'assurer l'extension des normes dont ils sont producteurs » ? Ou parvient-on à constater des ruptures au sein des modes de production de ces normes ? Derrière cette question, une autre est soulevée qui concerne « l'évolution des conditions de légitimation » de ces mêmes acteurs (*Ibid.*).

Ces questions ne trouvent pas encore de réponse assurée. Pour avancer dans cette problématique, les chercheur(e)s du groupe Relations professionnelles et démocratie sociale ont mené une série de travaux qui se répartissent tout au long des formes de relations professionnelles : cela va des formes les plus élaborées et institutionnalisées de confrontation sociale, comme celles que l'on rencontre au sein de comités européens ou des instances propres à la fonction publique, aux expériences les moins formalisées et les moins pérennes, qui se cherchent dans les salariats aux statuts eux-mêmes précaires.

Ce grand écart entre les objets de recherche n'est ni le résultat du hasard, ni un effet de dispersion. Il s'agit bien de prendre en compte le processus de fragmentation sociale dans lequel se développent actuellement les relations professionnelles. Les salariés « sécurisés » côtoient les salariés « précarisés ». La question de leur cohabitation est devenue un enjeu central de la négociation sociale, même ou surtout lorsque cette question ne semble pas du tout posée.

Les travaux réalisés soulignent que cet enjeu de négociation est double. Le premier enjeu concerne les conditions de vie des salariés dans leur diversité. De ce point de vue, les recoupements et les occasions de collaboration avec les autres groupes de travail de l'IREs sont nombreuses : sur le thème des salaires, sur le thème des pensions, sur celui des conditions contractuelles, etc. Le second enjeu, plus spécifique au groupe Relations professionnelles, concerne les voies et moyens par lesquels les acteurs de la représentation collective parviennent à faire évoluer leurs propres modes de manifestation. Les exigences de l'évolution sont là et se manifestent à tous les niveaux de l'exercice des relations professionnelles.

Les travaux réalisés montrent ainsi qu'aux deux bouts de l'échelle des modes de représentation – les plus sophistiqués et les plus fragiles - les acteurs ont à faire face à de sérieuses difficultés. Les comités internationalisés, européens ou plus larges encore, sont encore à la recherche de leurs points d'équilibre : quelles fonctions pour eux, et surtout quels liens avec les structures dont ils

sont l'émanation ? Quelle dissémination des enjeux dont ils se veulent porteurs ? Il en va de même concernant les représentants des salariés présents dans les conseils d'administration des entreprises ou dans les caisses locales du régime général de sécurité sociale. Quel rôle de la confrontation des acteurs à ce niveau, dans le cadre de l'évolution des entreprises et de leurs relations ? Un numéro spécial de la *Revue de l'IREs* est consacré à ce même thème ; il s'agit de l'évolution de la gestion des personnels au sein de la fonction publique.

A l'autre bout du spectre de l'exercice de la représentation se pose la question de la non-représentation. Certes, il ne s'agit pas d'une question nouvelle. Les zones blanches de la confrontation sociale ne datent pas d'hier. Mais elles prennent des aspects nouveaux et deviennent plus menaçantes pour le statut même de la représentation collective. Les travaux menés sur « l'action collective et les salariés flexibles » soulignent à quel point la non-participation d'une part significative du salariat à l'action collective menace le statut de cette dernière. Le risque existe d'une rupture profonde entre les acteurs collectifs et le salariat le plus fragile. Cela risque de déplacer le sens de l'action collective, devenue incapable d'assurer une forme de continuité sociale au sein du salariat. Le « statut salarial » reste-t-il unificateur ?

Cette question n'est pas propre à la France. Les travaux réalisés en 2007 soulignent à quel point les questions perçues au sein de l'Europe et au-delà se ressemblent. La question du salaire minimum, objet d'un numéro spécial de la *Chronique internationale* fin 2006, met en évidence cette question qui a continué à faire l'objet de vifs débats dans divers pays européens.

Ce n'est donc pas un hasard, si les demandes de collaboration internationale sont devenues plus pressantes depuis quelque temps. Les acquis du groupe Relations professionnelles en la matière pourront être utilement mis à profit dans cette perspective. Ils le sont d'ailleurs déjà à travers une série de travaux réalisés ou engagés, qui se mènent en collaboration avec des centres de recherche européens ou nord-américains. Il faut sans doute voir aussi un effet de ces enjeux dans les nombreuses sollicitations qui parviennent au groupe de travail, de la part de structures de niveaux différents pour contribuer à une réflexion sur leurs propres conditions d'évolution.

Le groupe est composé de Christian Dufour (animateur), Adelheid Hege, Jean-Marie Pernot, Udo Rehfeldt et Catherine Vincent. Adelheid Hege assure par ailleurs la publication de la *Chronique Internationale* et Christian Dufour celle de la *Revue de l'IREs*. Jean-Marie Pernot est aussi rattaché au groupe *Dynamiques salariales et politiques sociales*. Plusieurs thèmes de travail sont menés en collaboration avec d'autres groupes au sein de l'Institut.

Thème 1 : les relations professionnelles, leurs structures et la mondialisation.

Edition anglaise de l'ouvrage sur les petites entreprises (Christian Dufour, Adelheid Hege)

La recherche comparative (Allemagne, France, Suède) effectuée pour le programme de recherche suédois SALTSA, entre 2003 et 2005, avait fait, en 2006, l'objet d'une publication en français. A la demande de l'éditeur et du programme SALTSA, fin 2007 est paru un ouvrage constituant la version anglaise des résultats de cette recherche.

Séminaire européen sur le syndicalisme (Udo Rehfeldt)

En collaboration avec l'Institut syndical européen de Bruxelles, l'IRES organise un séminaire européen sur le syndicalisme. Trois journées d'étude ont été jusqu'ici organisées dans ce cadre : en décembre 2006 sur les comités d'entreprise européens/mondiaux et la négociation collective d'entreprise dans l'industrie automobile, en juin 2007 (à Bruxelles) sur la syndicalisation des travailleurs indépendants et en décembre 2007 sur la participation des salariés dans les conseils d'administration/surveillants.

La participation des salariés dans la société européenne. La représentation des salariés aux conseils d'administration/de surveillance (Udo Rehfeldt)

Udo Rehfeldt participe à un réseau européen appelé « SEEurope », qui porte sur « L'influence de la directive européenne sur la participation des salariés dans les futures sociétés européennes (SE) sur les pratiques de la participation et de la gestion des entreprises ». Ce réseau est coordonné par Norbert Kluge (Institut Syndical Européen, ETIU-REHS de Bruxelles) et composé d'une vingtaine d'experts européens. Il a mis en place un système permanent d'échanges d'information sur les transpositions nationales des directives européennes relatives à la participation des travailleurs (société européenne, société coopérative européenne et fusion transfrontalière), aux initiatives des entreprises (création de SE) et au débat public et syndical relatif à la participation des salariés. Le projet a été financé par l'Institut syndical européen (ISE). Les documents élaborés par le réseau sont maintenant intégrés dans le nouveau site web de l'Institut syndical européen sur la participation des salariés : www.worker-participation.org. Des chercheurs du réseau écrivent également des monographies sur la participation dans les premières sociétés européennes créées. Udo Rehfeldt a participé en 2006-2007 à deux de ces monographies, qui traitent de la transformation en SE d'une société allemande (MAN Diesel SE) et d'une société autrichienne (Plansee SE). Il participera, en 2008, à une étude sur la société d'assurance d'origine allemande Allianz SE. Il a également contribué, en répondant à un questionnaire, à l'élaboration d'une étude comparative sur la « société européenne durable » par Sigurt Vitols (WZB Berlin).

L'IRES a organisé le 7 décembre 2007, dans le cadre de sa coopération avec l'ISE, une journée d'étude sur « les représentants des salariés aux conseils d'administration/surveillance : les expériences française et européenne ». Cette journée a réuni des experts, des syndicalistes et des administrateurs salariés. Une table-ronde syndicale sur ce même thème sera organisée avec l'ISE au second semestre 2008, à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne en liaison avec une réunion du réseau d'experts SEEurope à Paris.

Participations à des structures de recherche sur ce thème

C. Dufour et A. Hege sont parties prenantes du Centre de Recherche sur l'Internationalisation et les Mutations du Travail (CRIMT www.crimt.org). Ce programme de recherche canadien permet à des chercheurs de nombreux pays de se rencontrer annuellement et de mener des programmes communs. C. Dufour et A. Hege sont engagés avec de chercheurs(e)s canadiens, australiens et états-uniens dans un projet sur l'évolution de la représentation des salariés du point de vue de ses connections entre le niveau local et les structures internationales. Une série de travaux de terrains

communs sont menés au Canada et en France. Ils devraient donner lieu à des publications communes, en cours de rédaction, ainsi qu'à une série de communications au congrès de l'association canadienne des relations professionnelles en juin 2008.

Le projet européen « Zauber » (Zukunft von Arbeitsbeziehungen und Arbeit in Europa), conduit par la fondation Arbeit und Leben (Osnabrück) doit permettre, au cours de l'année 2008, d'organiser une série de huit séminaires sur le thème des relations de travail, de la négociation collective et de leurs développements. C. Dufour est partie prenante de ce projet, qui réunit de nombreuses organisations de recherche proches du syndicalisme en Europe. Ce projet devrait aboutir, en novembre 2008, à une conférence réunissant chercheurs et syndicalistes autour de ce thème.

A. Hege et C. Dufour entretiennent des contacts avec l'Université de Jena (chaire de sociologie). Des projets communs d'enquête comparative concernent les conséquences sociales de la précarisation du travail dans cinq pays européens (Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne, un pays au moins nouvel entrant). Plusieurs rencontres communes ont été réalisées en 2006 et 2007. L'Université de Jena prévoit l'ouverture d'un financement sur ce thème au cours de l'année 2008.

J.M. Pernot est membre du comité de pilotage d'un séminaire tenu régulièrement depuis deux ans à Paris 1 – Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (avec Danielle Tartakowsky, Michel Pigenet et Frank Georgi) portant sur les dimensions internationales du syndicalisme. Quatre séances ont été tenues au premier semestre 2007.

La création de la nouvelle confédération syndicale internationale (CSI) a été l'occasion de diverses communications ou études parues dans plusieurs supports. De même, J.M. Pernot est partie prenante d'un réseau de chercheurs européens animé par le Centre d'histoire des mouvements sociaux de Bochum (Ruhr-Universität). Un séminaire de trois jours s'est tenu en décembre 2007, dont le thème de travail était l'europanisation des mouvements syndicaux en Europe. Un ouvrage collectif devrait suivre, ainsi que la poursuite d'échanges entre pays.

Thème 2 - la représentation des salariés, ses niveaux et sa pertinence

Enquête sur les classifications dans l'agro-alimentaire (Christian Dufour, Adelheid Hege)

A la demande d'une commission paritaire d'une série de branches de l'agro-alimentaire, et en lien avec cette commission, il a été procédé à une évaluation de la mise en place d'un accord sur les qualifications datant de 1991. Il s'agissait aussi de percevoir les demandes en matière de transformation éventuelle de cet accord. Le travail s'est conclu par une série de rapports. Il apporte surtout à la recherche le moyen de prendre une connaissance directe de pratiques de négociation au niveau de la branche. Une vingtaine d'entreprises de toutes tailles ont été visitées, certaines à plusieurs reprises. Dans le même temps, un suivi avec la commission a permis de faire évoluer la problématique d'enquête et d'assurer une appropriation de ses résultats par les participants.

Les principaux enseignements de ce travail original d'accompagnement d'une démarche de négociation sont les suivants :

– Les acteurs disposent dans ce cas d'une connaissance très restreinte des données statistiques de leurs branches (plusieurs centaines de milliers de salariés). Les entreprises concernées elles-mêmes ne sont connues que de façon très lacunaire. Cela a interdit tout travail quantitatif pour notre enquête et fait craindre une difficile prise en compte des réalités de terrain lors de négociations sur de multiples sujets. La mise en évidence de cette lacune a conduit une instance de branche et a lancé un travail de long terme dans ce sens.

– L'évolution des classifications sur une longue période de temps est moins marquée par des transformations technologiques que par des modifications de statuts des entreprises. La « groupisation », les fusions poussent à modifier les conditions de gestion du personnel. Cet élément structurel a été identifié comme le facteur principal des transformations. La professionnalisation des gestions des ressources humaines, la standardisation au sein d'un groupe d'unités précédemment isolées jouent un rôle déterminant. Elle conduit à la fois à une demande d'objectivation des critères de classement professionnel, cette objectivation passant sinon par la négociation du moins par l'obtention d'un consensus. Cette opération se mène au niveau où se trouvent les DRH, ce qui prive en partie la branche de son rôle moteur. Il lui est demandé d'assurer une normativité flexible, plutôt que de fournir des modèles immédiatement transposables.

– Ce travail de plus d'une année avec la commission a permis d'obtenir une vue intéressante sur les relations entre les deux parties en présence et entre elles et leurs bases respectives. En l'occurrence, la partie patronale semble plus contrainte par l'interventionnisme des employeurs membres que ne le sont des syndicats par une base pour le moins clairsemée dans ces industries. Le jeu mené entre les appareils représentatifs des deux côtés de la table de négociation tient implicitement compte de cette situation. La partie patronale semble particulièrement attachée à l'échange avec les organisations de salariés, comme moyen d'assurer un complément de rôle aux tâches de lobbying portant spécifiquement sur les intérêts économiques assumés parallèlement. Les organisations de salariés, quoique mal implantées, parviennent à assurer un rôle d'informateurs de structures patronales assez peu présentes dans les entreprises. Les contradictions du côté patronal proviennent essentiellement de l'écart entre tailles d'entreprise (de la multinationale à la TPE) ; du côté salarié, la faiblesse et l'inégalité des implantations par taille d'entreprise et par catégorie se combinent pour rendre la situation fragile. Paradoxalement, le rôle de la branche semble d'autant plus fortement affirmé que les conditions « objectives » de son existence semblent moins assurées.

Salariés flexibles et action collective

(Christian Dufour, Adelheid Hege, Jean-Marie Pernot ; Jean-Michel Denis (Université de Marne la Vallée), Sophie Beroud (Sciences-Po, Lyon)

Une série d'enquêtes a été effectuée avec le soutien de la DARES autour du thème de la relation entre les salariés flexibles/précarisés et l'action collective. Une collaboration a été conduite à ce sujet entre l'IRES et des chercheurs extérieurs. Cela a permis de mener des investigations sur cinq chantiers différents (Métallurgie Midi-Pyrénées, Chantiers navals de Saint-Nazaire,

Commerce de détail en Belgique, Métallurgie lyonnaise, branche du nettoyage industriel). Cette diversité de lieux d'enquête se justifie par la polysémie même du terme de flexibilité/précarité. Elle a permis en outre d'observer des situations institutionnelles, des expériences et des acteurs de natures très différentes. Un rapport est disponible, qui sera prochainement mis en ligne par la DARES et par l'IRES.

Les résultats des différents chantiers concordent pour montrer que les relations entre salariés précarisés et l'action collective sont difficiles et risquent de le rester malgré les efforts entrepris. Les structures classiques de l'action collective – spécialement au sein des entreprises – ne sont que peu accessibles aux salariés précarisés. Soit ils en sont institutionnellement exclus (élections ou bénéfiques des IRP), soit ils ne peuvent s'y insérer du fait de leur précarité même au contact des groupes de salariés permanents. Les structures externes aux entreprises (syndicats locaux, interprofessionnel, branches) ne sont pas perçues par les salariés précaires comme des moyens à leur disposition, et elles ne sont souvent pas équipées pour exercer ce type de rôle.

Globalement, les salariés précarisés apparaissent plus comme des utilisateurs potentiels des résultats de l'action collective (normes, instances) que comme de possibles co-producteurs. Les expériences menées en vue de permettre leur insertion dans des formes d'action adaptées montrent que de lourds investissements en force militante et en temps produisent souvent des résultats fragiles. Le volontarisme semble un préalable à ce type d'expériences. Les formes d'action et d'engagement militant, la temporalité, les moyens nécessaires à l'action collective propre à ces groupes de salariés ne sont pas spontanément compatibles avec les formes plus standards de l'action collective qui formatent tant les structures internes des organisations syndicales que les institutions et les normes qui les encadrent.

Les différentes parties du rapport permettent de soulever la question de l'adaptation des structures existantes de l'action collective aux besoins des salariés précarisés.

Les relations Etats-acteurs sociaux dans les transformations de la relation salariale en France et en Allemagne au cours des années 1960-1970
(Catherine Vincent, recherche coordonnée par Michèle Tallard – IRISES)

Cette recherche, qui s'est achevée fin 2007, a été réalisée dans le cadre d'un appel d'offres de la DARES, à l'occasion du centenaire de la création du ministère du Travail. La France et l'Allemagne sont traditionnellement considérées comme présentant des modèles contrastés en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans les relations collectives de travail : on oppose souvent l'interventionnisme étatique français à l'autonomie tarifaire allemande. La recherche s'est proposée d'interroger cette opposition à partir des modes concrets d'action de l'Etat sur les dynamiques d'institutionnalisation des relations professionnelles au cours des décennies soixante et soixante-dix.

Le rapport au politique des acteurs de cette sphère, notamment tel qu'il émerge d'une comparaison des dynamiques d'institutionnalisation de la démocratie industrielle dans la période initiée par les crises sociales des années 68 et 69, apparaît déterminant dans les dynamiques d'institutionnalisation des deux pays. La confrontation croisée de ces processus montre que les tentatives de médiation politique pour renouveler les relations sociales existent dans les deux configurations nationales. Mais elles conduisent à des formes d'institutionnalisation contrastées,

tenant notamment à la place donnée au politique dans l'articulation entre les revendications immédiates et un projet de changement social dans les deux modèles de syndicalisme. Le travail de construction des compromis implique dans les deux cas des coopérations étroites entre la sphère des relations industrielles, des réseaux politiques et l'État, le ministère du Travail occupant une position pivot dans ces processus d'élaboration et souvent dans la mise en œuvre des dispositifs.

Parallèlement à la rédaction du rapport final, cette recherche a fait l'objet de différentes formes de valorisation au cours de l'année 2007 : parution d'un article dans le numéro spécial de la revue *Travail-Emploi* consacré au centenaire du ministère du Travail, organisation de deux séminaires franco-allemands (à Lyon en mai 2007 puis à Berlin en décembre 2007) financés par le programme de formation-recherche du CIERA.

Séminaire sur la gestion des personnels publics (Jean-Marie Pernot)

Participation à l'organisation et à la tenue d'un séminaire de recherche « gestion des personnels publics : évolutions récentes et perspectives ». Une équipe avait été constituée en 2006 pour répondre à une demande de la DGAFP consistant à tenir, au cours des deux années 2006 et 2007, un séminaire sur ce thème. Le groupe organisateur était composé de Céline Desmarais, Gilles Jeannot (LATTs), Séverine Louvel (Cristo), Jean Marie Pernot (IRES), Jean Saglio (Cristo) et Pascal Ughetto (LATTs). Quatre séances s'étaient tenues en 2006 et trois autres se sont déroulées au printemps 2007. Le rapport final a donné lieu à une publication dans la Revue de l'IRES parue à l'automne 2007 .

Enquête sur les salariés en longue maladie et leur réinsertion (Christian Dufour, Adelheid Hege)

En relation avec le CREDOC et à la demande de l'institut national du cancer (INCA), une enquête a été entamée en Allemagne sur les conditions de réinsertion dans l'emploi des salariés en longue maladie. Cette enquête fait pendant à une investigation comparable réalisée en France par le CREDOC qui pilote la recherche.

Ce travail permet d'approfondir la connaissance des conditions concrètes de gestion des salariés en Allemagne, et de leurs liens avec les structures de représentation. Cette étude devrait se terminer en mars 2008. Elle implique, en Allemagne, de nombreux contacts avec les structures syndicales chargées de ces questions, en plus des enquêtes au sein des entreprises elles-mêmes.

Les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime général de sécurité sociale (Udo Rehfeldt, Catherine Vincent, Pierre Volovitch).

Un projet d'enquête sur les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime général de sécurité sociale a été réalisé dans le cadre d'un appel à projet de la MiRe portant sur la gouvernance de la protection sociale. Cette population de militants syndicaux, qui occupent une place importante dans la vie interprofessionnelle des organisations syndicales françaises, a, jusqu'à présent, fait l'objet de peu de recherche.

La première étape du travail a consisté en une enquête quantitative auprès de l'ensemble des administrateurs syndicaux concernés. Cette étape s'est effectuée en associant un « groupe de

suivi » rassemblant des représentants de toutes les confédérations syndicales qui mandatent des administrateurs dans les caisses locales. La mise au point du questionnaire d'enquête et son expédition (qui n'a pas été une mince affaire car il y a plus de 5 000 administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime général) ont été réalisées en étroite collaboration avec le « groupe de suivi » durant le printemps 2006. Un premier dépouillement a été effectué, dont les résultats ont été transmis à la MiRe¹ et aux organisations syndicales, en novembre 2006. Une analyse statistique plus approfondie a été réalisée en 2007. Une phase qualitative d'entretiens avec des équipes syndicales et de comparaison avec la situation en Allemagne a également occupé l'année 2007. Le rapport final a été remis à la MiRe en février 2008.

II. Mutations financières, productives et restructurations

Au cours de la période récente, l'IRES a abordé les grandes mutations en cours, en particulier sous l'angle des restructurations d'entreprises, afin de contribuer à répondre à une insuffisance de connaissance d'ensemble de ces phénomènes et d'analyser comment agir pour en contrer les effets négatifs. Le fait que l'Institut soit le centre national correspondant de la Fondation de Dublin, participe de la valorisation des compétences accumulées sur ces questions.

Au cours de l'année 2007, toujours dans le cadre du PSMT, il s'est agi d'aller plus loin, en nous situant plus en amont par la prise en compte des transformations du système productif, des mutations de l'économie mondiale et de leurs interactions avec les stratégies des entreprises. Mondialisation des activités, rôle déterminant du progrès technique et de l'innovation dans la performance des entreprises, nouvelles formes de concurrence et de la consommation, une finance qui surplombe la production, autant de mutations profondes qui conduisent à une nouvelle division internationale des processus productifs. Celle-ci prend différentes formes – recentrage des entreprises sur leur cœur de métier, externalisation de certaines activités et délocalisation d'activités –, qui ont des effets puissants sur l'emploi et le travail.

Les comportements des entreprises interagissent à leur tour avec ces grandes mutations, par la diversité de leurs politiques de produits, les types d'organisation de la production, leurs modes de gouvernance, leurs relations salariales.

Un cycle de rencontres a été bâti, pour comprendre, à l'aide d'études de cas, ces stratégies de firmes et leurs implications pour elles-mêmes et leur environnement, éclairées par la prise en compte des mutations du système productif et les politiques publiques mises en oeuvre aux différents niveaux territorial, national et européen (thème 3). Le travail s'est poursuivi sur les relations qu'entretiennent les choix stratégiques des entreprises, leurs modes de gouvernance et leurs réorganisations internes permanentes, d'une part à travers le cas du groupe multinational d'origine française, Alstom via une étude pour la DARES et d'autre part, dans le cadre de la participation de l'IRES au programme européen CAPRIGHT (thème 4).

Le groupe correspondant à cet axe de travail est composé de Catherine Sauviat (animatrice), Solveig Grimault, Michel Husson, Florence Lefresne, Jean-Louis Levet et Marie Raveyre.

¹ Mission Recherche, direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, ministère du Travail.

Thème 3 : stratégie des firmes et mutations du système productif

(Responsable : Jean-Louis Levet)

Un cycle de Rencontres (huit sessions sur la période novembre 07/Juin 08) a été construit, relatif au thème « Quel avenir pour l'économie française ? Le renouveau du débat syndical. Les stratégies des firmes, les mutations du système productif et leurs effets sur l'emploi et le travail ».

Son objet : l'entrée par les entreprises est privilégiée. Il s'agit de comprendre les stratégies de firmes le plus en amont possible et d'en saisir les effets sur leur gouvernance, les relations sociales, les processus d'innovation, l'emploi, le travail, les territoires d'implantation. Leur analyse est éclairée par la prise en compte des mutations du système productif, et les politiques publiques (fiscales, d'attractivité, technologique, industrielle, de la concurrence, etc...). L'on en tirera des enseignements, d'une part, en tentant de formuler un diagnostic commun sur ces questions et, d'autre part, en proposant des orientations pour le débat public.

Son positionnement : ces rencontres doivent contribuer au renouveau du débat syndical, mobilisant travaux appliqués, retours d'expérience, témoignages. Elles réunissent en particulier, au cours de chaque session, chercheurs, responsables d'entreprise et représentants de salariés.

Sa problématique : depuis le début des années 2000, le discours dominant consiste à mettre en avant la thèse du déclin de l'économie française : qu'en est-il vraiment ? Quel diagnostic peut-on apporter sur les transformations en cours et leurs effets sur l'emploi et sa qualité ? Les stratégies des entreprises sont au cœur de ces évolutions. Le puissant mouvement de concentration actuel recèle des caractéristiques propres : d'une part, on est passé des stratégies d'internationalisation à des stratégies de globalisation où l'enjeu est d'acquérir une taille mondiale ; d'autre part, les stratégies de diversification et conglomérales laissent la place à des stratégies de recentrage et d'externalisation. Au cœur de ces deux tendances, la croissance externe avec les F&A, combinant logique industrielle et logique financière, joue un rôle clé. Sont analysés des cas emblématiques de F&A au cœur de l'économie française, parmi les nombreuses opérations récentes ou en cours entre grands groupes (Mittal/Arcelor, Air France/KLM, etc.), mais aussi de PME.

D'autres entreprises privilégient plutôt des stratégies de croissance interne. Elles jouent d'abord sur les mécanismes fondamentaux de la compétitivité. Des cas tels que celui de Toyota ou Alstom illustrent bien ce comportement de croissance durable, influencé de façon moindre par la financiarisation de l'économie.

Par rapport aux stratégies de groupes, il est indispensable d'appréhender la performance des PME. Une initiative politique peut être également à l'origine d'un projet industriel et commercial. Des pays européens ont ainsi pris l'initiative de mettre en commun leurs efforts, pour favoriser la constitution de groupes européens, dans des activités considérées comme stratégiques. L'étude de cas (comme celui d'Airbus par exemple), permettra de tirer des enseignements de ces coopérations, qui ont transformé les modes d'action des Etats en matière de politiques technologiques et industrielles et qui posent la question de la nationalité de l'entreprise. En aval, les rapports industrie/distribution sont bouleversés par les évolutions que connaît le commerce, qui s'adapte aux nouveaux comportements de consommation. Enfin, une dernière session tirera les enseignements des débats pour déboucher sur des orientations en matière de politique économique et industrielle.

Au cours du dernier trimestre 2007, ont été réalisées deux sessions. La première, de cadrage général, « Que s'est-il passé pour la France ces dix dernières années ? Un nouveau regard sur de nouvelles réalités », avec des intervenants du Centre d'analyse stratégique, du Centre d'Etudes

sur l'Emploi, de l'Université Paris VII, et un responsable d'un fonds d'investissement. Une seconde, « Le succès des grandes entreprises : quel apport pour l'économie française ? », avec l'étude de deux cas, Danone et Alstom, et des intervenants issus des entreprises concernées, des chercheurs, des responsables syndicaux., un administrateur de la Commission européenne.

Thème 4. : firmes, acteurs financiers et restructurations (Responsable : Catherine Sauviat)

Choix stratégiques, modes de gouvernance des firmes et régimes de restructuration
(Florence Lefresne, Catherine Sauviat, en collaboration avec Solveig Grimault)

L'étude réalisée par l'équipe IRES s'inscrit dans le cadre d'un appel à projets de recherche de la DARES (2005) concernant « l'anticipation et l'accompagnement des restructurations ». Elle situe cette question comme enjeu d'une construction sociale par les acteurs de l'entreprise, sans la renvoyer d'emblée à la responsabilité des acteurs publics. Son originalité est de proposer une approche comparative des restructurations en Europe, à partir d'un groupe industriel multinational d'origine française, Alstom (secteur énergie), dont les réorganisations internes dans nombre de ses filiales domestiques et étrangères ont été de forte ampleur au cours des deux dernières décennies.

Le point central de l'analyse est la relation existant entre le mode de gouvernance des filiales du groupe et le groupe lui-même, inscrit dans un système national de gouvernance (mode de financement, mode de production et de rémunération des élites dirigeantes, rôle de l'Etat, implication des salariés dans le processus de décision interne), et leur influence sur la façon dont ces mêmes filiales gèrent leurs restructurations dans leur forme (fusions/acquisitions, délocalisations, externalisations, réductions d'effectifs, réorganisation interne...), leur rythme, leur ampleur et leurs effets.

Nous nommons « régimes de restructuration » l'ensemble des configurations possibles de ces processus. L'hypothèse conductrice est que si l'entreprise-groupe définit et conduit sa stratégie à un niveau intégré sur un marché mondialisé, les « régimes de restructuration » portent la marque de formes plus situées de gouvernance au sein desquelles l'encadrement juridique des restructurations, mais surtout la place et le rôle dévolu aux salariés et à leurs représentants, ouvrent des marges de manœuvres potentielles. L'étude est fondée sur des monographies réalisées au cours de 2006-2007 à partir d'une soixantaine d'entretiens approfondis auprès de différents acteurs du groupe sur trois sites industriels distincts : Belfort (France), Mannheim (Allemagne) et Elblag (Pologne). Les résultats peuvent être synthétisés en quatre points :

– *La redéfinition de la gouvernance du groupe a renforcé la prérogative du management sur les décisions de restructurations.* Les centres de pouvoir où s'opèrent les arbitrages d'allocation du capital et des ressources (technologiques, humaines et productives) qui auront *in fine* des incidences sur l'emploi sont de plus en plus déconnectés des lieux d'application des décisions de restructuration, qui sont aussi les lieux d'exercice du droit du travail : ceux où interviennent les représentants des comités d'entreprise ou d'établissement dans l'exercice de leurs droits d'information et de consultation et les organisations syndicales dans leurs pratiques de négociation contractuelle (accords d'entreprise).

– *Pour autant, les modalités et les effets des restructurations subissent la marque de formes plus situées de gouvernance.* Sur le site français, un processus d'externalisation particulièrement poussé a permis de réduire significativement l'effectif en en diluant la visibilité et en affaiblissant

sensiblement les ressources syndicales pour y faire face. L'absence de diagnostic partagé et la relative pauvreté du dialogue social ont caractérisé les deux plans sociaux successifs, aboutissant à une judiciarisation des relations professionnelles. En Allemagne, où les représentants du personnel siègent au conseil de surveillance, le conflit a, au contraire, débouché sur un accord négocié, selon un processus dérogeant au cadre habituel des relations professionnelles, mais pour mieux en souligner la plasticité et l'efficacité. En Pologne, l'intériorisation de la situation de faiblesse des acteurs au sein du groupe, a conduit les syndicats à privilégier les arrangements locaux avec la direction, et à accepter des départs massifs, dans une relative indifférence générale, moyennant des indemnités.

– *Le comité d'entreprise européen devient une instance associée à la gouvernance.* Le comité d'entreprise européen apparaît comme l'espace privilégié où les représentants des salariés peuvent rencontrer les acteurs de la décision et engager un dialogue social susceptible de peser sur celle-ci. Compte tenu de l'intensité des restructurations au cours de la dernière décennie, le CEE a été au centre d'un ensemble complexe d'apprentissages de formes nouvelles de coordination des salariés jetant les bases d'un dialogue social transnational. La reprise sensible des commandes de l'entreprise dans la période plus récente, confère à cette instance un rôle de traitement plus à froid des questions transnationales à travers les mécanismes de concertation construits au sein du comité restreint du CEE. Ce dernier est toutefois perçu, tant du point de vue managérial que syndical, davantage comme un cadre de *compréhension* de la stratégie du groupe, à l'échelle européenne voire mondiale, que comme un espace de *co-construction* de cette stratégie.

– *L'anticipation stratégique devient l'enjeu de nouvelles constructions collectives.* Le régime de concurrence issu de la libéralisation-déréglementation des flux financiers, des investissements directs et des échanges de marchandises, place les salariés dans des rapports de plus en plus concurrentiels de pays à pays, y compris à l'intérieur d'un même groupe. Au processus de restructuration en continu des organisations productives, les salariés opposent souvent la contestation du projet qui menace leur emploi, dans un cadre de négociation qui encourage le corporatisme d'entreprise et porte en lui le risque de voir les organisations syndicales défendre d'abord leurs intérêts locaux bien compris, au détriment de solidarités et d'intérêts plus larges. Ces derniers supposent l'émergence d'arrangements industriels cohérents, fondés sur des objectifs anticipés en termes de besoins et de ressources (sélectivité des secteurs, des technologies, des processus de production, etc.) offrant un cadre plus stable et plus prévisible aux groupes industriels et à l'appareil productif dans son ensemble. L'enjeu est celui de la construction d'une politique industrielle européenne, déclinée par secteurs et régions, impliquant les organisations syndicales dans les processus de décisions. L'amorce d'un dialogue social européen aux niveaux interprofessionnel et sectoriel, ainsi que les accords cadres internationaux portant sur les restructurations ou relevant d'une démarche de responsabilité sociale des entreprises, constituent des prémices en ce sens.

Enfin, la proposition d'une sécurisation des parcours professionnels répond à sa manière à la contradiction toujours plus aiguë entre les contraintes qui s'imposent à l'entreprise face aux incertitudes croissantes et à la préoccupation légitime des salariés de maîtriser leur avenir à travers des trajectoires choisies et non plus subies. Mais le risque serait ici d'accentuer une tendance déjà à l'œuvre, celle de faire de la définition de l'emploi (en volume comme dans ses modalités d'exercice) l'apanage unique des employeurs et du marché, à charge pour l'Etat, ou pour toute

autre institution de mutualisation des risques sociaux, de sécuriser les parcours professionnels. Une telle représentation évacuerait ainsi la question centrale de la redéfinition de l'emploi et de la gouvernance industrielle comme construction et responsabilité collectives.

Le projet intégré CAPRIGHT (Ressources, droits, capacités : à la recherche de fondements sociaux pour l'Europe)

(Florence Lefresne, Catherine Sauviat)

Ce projet est issu du 6^{ème} Programme cadre de recherche et de développement de la Commission européenne. Il regroupe vingt-cinq laboratoires de recherche majoritairement dans l'Union européenne. Dans la perspective de promouvoir les capacités individuelles et collectives, le projet étudie les liens entre marché du travail, emploi et régimes de protection sociale. Il s'agit de mettre au jour les conditions d'une dynamique positive entre justice sociale et efficacité économique. De quelle liberté effective de choix dispose chaque individu pour construire son propre avenir ? A quelles formes d'action publique peut-il recourir ? Quelle voix peut-il faire entendre dans les arènes démocratiques ? A quels processus politiques l'Europe peut-elle recourir pour encourager les Etats membres à mettre en œuvre des changements allant dans ce sens ?

Capright intègre deux approches dans son programme de recherche :

- l'approche par les régimes de ressources (<http://www.univ-nancy2.fr/ILSTEF/RESORE>) ;
- l'approche en termes d'inégalités des capacités développée par Amartya Sen

(<http://www.idhe.ens-cachan.fr/Eurocap/>).

A partir de points de vue pluridisciplinaires, Capright interroge trois domaines clés : égalité de genre, développement professionnel et recomposition du travail. Le projet propose trois points d'entrée, dont chacun fait l'objet d'un travail empirique, mené sur quatre ans : les trajectoires salariales, l'action publique « située », le dialogue social et le développement des politiques européennes.

L'IRES s'inscrit dans ce projet, en développant son expertise dans le champ des restructurations. La mise en évidence de différents « régimes de restructuration », y compris dans le cadre d'entreprises-groupes dont la gouvernance est fortement centralisée, souligne l'enjeu de la construction de ressources collectives du côté des salariés (droit, action sociale, contre-expertise...). La restructuration cesse alors d'être vue comme le résultat d'une rationalité économique irréfutable, mais porte la marque d'une construction sociale.

Plus largement, cette perspective conduit à questionner la vision minimaliste de la flexicurité, selon laquelle l'emploi serait le produit exclusif du marché, les salariés se concentrant sur la seule portabilité de leurs droits. La maîtrise par ces salariés de leurs parcours professionnels passe par leur capacité à peser sur la définition – en quantité et en qualité – de l'emploi.

a. Modes de gouvernance et régimes de restructuration (Florence Lefresne, Catherine Sauviat)

Une première réunion de l'ensemble des participants et des équipes a eu lieu en mars 2007 à Paris (ENS Cachan) afin de fixer les grandes lignes du programme de travail. Une seconde réunion de travail s'est tenue en septembre 2007 à Porto pour préciser les cadres théoriques et les projets de chacune des équipes impliquées dans ce projet. Une communication a été faite dans ce cadre par

F. Lefresne sur le thème « Capabilités et conditions d'une démocratie sociale ».

b. Grands groupes territoires et restructuration (Marie Raveyre)

Afin de contribuer au débat autour des concepts développés par A. Sen dans son approche des « capabilités », nous proposons d'analyser des politiques de développement local initiées par des grandes entreprises françaises dans le cadre de leur restructuration, avec l'étude de cas du groupe Saint-Gobain. Ce type de politique vise à gérer la flexibilité de l'emploi au niveau des territoires en soutenant le dialogue et des synergies entre les divers acteurs locaux. Cette étude de cas devrait permettre d'observer comment les acteurs en présence utilisent leurs ressources pour traiter des questions d'emploi au niveau des territoires, dans quelle mesure ils parviennent à instaurer des espaces de délibération spécifiques, et en quoi, par ce processus, ils se trouveraient à même d'accroître leur liberté réelle de choix. Notre hypothèse est que l'efficacité de ces politiques reposerait plus particulièrement sur leur capacité à soutenir des dynamiques de coopérations en réseaux avec les acteurs économiques, politiques et institutionnels locaux ; ce qui pose des problèmes spécifiques d'évaluation, les outils classiques rencontrant ici leurs limites. Un premier rapport de cadrage méthodologique a été réalisé, et des communications ont été faites, lors des meetings CAPRIGHT de Paris et de Porto.

c. Dynamiques de restructurations (Marie Raveyre)

Les restructurations se sont multipliées au cours des dernières décennies. L'objectif de cette recherche est de progresser dans l'analyse de ce processus et de dégager, à titre prospectif, des pistes relatives aux modes d'interventions à mettre en place par les divers acteurs (notamment publics et syndicaux). La réflexion engagée avec le Séminaire restructurations (2004-2005) a été poursuivie, en particulier avec la réalisation de publications et des valorisations des résultats auprès des acteurs (séminaire pour les cadres syndicaux CGT-FO ; OREF).

Dans une perspective internationale, des travaux ont été engagés sur les délocalisations. Une communication et des articles ont été réalisés, notamment dans le cadre de la participation à un groupe de travail sur les Trajectoires de délocalisation, récemment créé, au sein du groupe Dynamiques de la proximité, rassemblant économistes et sociologues de plusieurs centres de recherche.

Formes d'entreprises, modes de coordination et stratégies managériales (Marie Raveyre)

L'objectif de cette thématique est d'analyser les dynamiques du système productif, en portant l'attention sur les diverses modalités d'organisations et leurs évolution. Cette analyse s'est poursuivie suivant deux axes :

- *Formes de PME et modes de management* : L'objectif est ici d'appréhender les PME dans leur diversité, cela en prenant en compte le profil des dirigeants, les formes d'organisation, l'intégration dans des réseaux interentreprises et les liens aux territoires. Une communication a été présentée sur ce thème lors du Congrès : « Développement durable et gouvernance des territoires » (European Regional Science Association ; Association Sciences et Association Régionales de Langue Française).

- *Réseaux* : L'essor d'organisation en réseaux interentreprises et intra-entreprises pose en des termes renouvelés la question de la nature des gouvernances et des formes de coordinations. Cet

axe a donné lieu à une communication lors du colloque : Journée transdisciplinaire de recherche AGRH « Management et réseaux sociaux » (Université d'Auvergne, Groupe Ecole Supérieure de Commerce) et à un article dans un ouvrage collectif.

III. Transformations de l'emploi et du travail

Les travaux du groupe *Transformations de l'emploi et du travail* ont marqué une nouvelle étape dans la mise en œuvre du Programme scientifique à moyen terme 2005-2009.

En privilégiant l'approche par les comparaisons internationales, ils ont conduit, en premier lieu, à analyser plus finement les performances d'emploi et de croissance, en lien avec les réformes à l'œuvre sur le marché du travail. Ainsi, le travail comparatif mené pour l'institut suédois, SALTSA, dans quatre pays européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne et Suède) a permis de montrer qu'il n'existait aucun lien univoque entre la modération salariale et les créations d'emplois. Le gel des salaires en Allemagne, sur la dernière période, s'est ainsi vu accompagné d'une montée du chômage, tandis que le Royaume-Uni a su combiner créations d'emploi (majoritairement dans le secteur public, mais de faible qualité) et progression des salaires, dont la part s'est maintenue dans la valeur ajoutée sur les dix dernières années. L'étude relativise des préconisations telles que les « réformes structurelles des marchés du travail » qui alimentent les stratégies non coopératives de désinflation compétitive, alors qu'il conviendrait, au contraire, de définir les voies d'une harmonisation par le haut des modèles sociaux.

En s'appuyant sur une expertise confirmée portant sur certains segments du marché du travail et certaines catégories de main-d'œuvre, les travaux du groupe ont contribué, en second lieu, à éclairer les transformations de l'emploi et du travail.

Portant sur les jeunes, les femmes, les séniors, les populations d'origine étrangère, qui représentent finalement la majorité de la population active, les recherches menées en 2007 confortent l'idée qu'il s'agit bien là de plaques sensibles des changements à l'œuvre. Le contrepoint de la comparaison internationale indique que les chemins de ces transformations ne sauraient être tracés de façon univoque. Ainsi une étude menée pour le ministère de l'Education nationale, portant sur le déclassement des jeunes en France et en Suède, montre combien les différences sont importantes dans la façon même dont chacun des deux pays pose la question des décalages entre qualification des personnes et qualification des postes, les travaux suédois mettant en évidence, au contraire du cas français, une proportion élevée de jeunes, qui, bien qu'objectivement diplômés, se disent insuffisamment formés pour le poste qu'ils occupent. L'emploi des séniors à l'agenda de l'Union européenne révèle également des situations fortement contrastées entre pays. Dans le cas français, où seuls 37 % des 55-64 ans travaillent encore, les injonctions à rester plus longtemps sur le marché du travail – présentées comme un enjeu de financement des retraites - trouvent difficilement des échos dans les comportements des personnes elles-mêmes ou de leurs employeurs, l'accord national interprofessionnel sur l'emploi des séniors n'ayant jusqu'à présent débouché que sur bien peu d'accords d'entreprises.

Les transformations s'appliquent également au marché du travail proprement dit. Un ensemble de travaux sur l'intermédiation ont permis de mieux cerner la manière dont Internet prolonge ou renouvelle les problématiques liées au recrutement et à la recherche d'emploi. Son usage n'a rien

d'équivoque. Il peut favoriser la mobilité des salariés déjà en poste, exerçant une veille active sur de nouvelles opportunités d'emploi, mais aussi renforcer l'exclusion de chômeurs ou de travailleurs découragés, repoussés dans la file d'attente de l'emploi. Un numéro spécial de la Revue de l'Ires a été consacré à ce thème. On retrouve cette même ambivalence du côté de l'intérim. Une étude à dimension comparative, menée conjointement avec l'Université de Paris 1, montre en effet que cette forme d'emploi, dans le cas français, est loin d'être corrélée de façon univoque avec les bas salaires.

En troisième lieu, la volonté de mieux articuler les problématiques de l'emploi et du travail a donné lieu à un ensemble de travaux portant sur l'analyse des carrières et des modalités de valorisation et de sécurisation de ces dernières. Ainsi, un programme a été lancé, qui sera poursuivi sur l'année 2008, sur les dynamiques qui concourent aux transformations du travail et à la construction des identités professionnelles dans la fonction publique, à travers l'analyse de la carrière des conservateurs de musées.

Dans le sillage de l'accord interprofessionnel de 2003 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie, une recherche, financée par la Dares, a été menée sur la validation des acquis de l'expérience (VAE). Menée en collaboration avec le CEE et le CEREQ, celle-ci a permis de souligner la variété des enjeux du dispositif du point de vue des entreprises : valorisation sociale de certains métiers dans des branches en mal de reconnaissance ; prévention des restructurations ; soutien pour l'avenir d'un secteur et soutien à la fonction RH, dans le cas des branches composées de petites structures ; sécurisation des parcours au-delà du périmètre de l'entreprise voire de la branche. Par ailleurs, la recherche confirme le caractère déterminant de l'accompagnement des salariés, le plus souvent pris en charge par un organisme extérieur à l'entreprise, en soulignant toutefois que les inégalités en la matière, restent importantes. Dans le même champ, un séminaire consacré à la VAE a permis de livrer un regard inédit : l'histoire de la loi et de la notion d'expérience, l'examen du travail des jurys et prestataires d'accompagnement, l'analyse des réalités institutionnelles régionales. L'analyse de la prise en compte progressive de la notion de « formation expérientielle » dans le discours social français à partir des années 1970, a contribué à reconstituer utilement les fondements politiques et moraux de la VAE.

Enfin, l'année 2007 a vu l'engagement du thème Santé au travail, à travers la réponse à un appel d'offres de l'ANR « santé, environnement-santé et travail » par le GHTS (Groupe d'histoire Travail et Santé). Le choix de l'équipe de l'IRES a été de proposer un « retour » sur l'accord de 1975 signant la reconnaissance officielle des conditions de travail comme nouveau domaine de négociations collectives. A partir d'une analyse détaillée des positions respectives de chacun des acteurs impliqués, l'enjeu est d'évaluer la portée réelle de cet accord qui marque la volonté de ne plus traiter le problème des conditions de travail uniquement en termes d'hygiène et sécurité, mais d'entrer au cœur de l'organisation même du travail.

L'arrivée d'Etienne Lecomte, médecin de santé publique, dans le groupe, permettra de donner à cette thématique dans son ensemble, l'importance qu'elle mérite.

Le groupe de travail est composé de : Florence Lefresne (animatrice), Yannick Fondev, Solveig Grimault, Michel Husson, Annie Jolivet, Odile Join-Lambert, Christèle Meilland, François Michon, Marie Raveyre, Pascal Ughetto, Catherine Vincent, Mouna Viprey.

Thème 5 : les mutations de l'emploi et du travail.

Performances d'emploi et réformes du marché du travail (Michel Husson, Florence Lefresne)

L'année 2007 a vu l'achèvement de l'étude financée par l'Institut national sur les conditions de vie et les syndicats suédois (SALTSA), sur les performances comparées de l'emploi dans quatre pays européens : l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Suède (*Economic and Employment Policies and Performances in Four European Countries: France, Germany, Sweden, the United Kingdom*, Iain Begg, LES-London, Odile Chagny, CAS, Jacky Fayolle, Michel Husson, Florence Lefresne, IRES).

L'étude a permis d'approfondir le rôle respectif de la dynamique macroéconomique et des facteurs institutionnels sur les performances d'emploi dans chacun des quatre pays dont elle propose une monographie détaillée. Les débats autour du diagnostic économique et de l'avenir des modèles sociaux sont fortement contrastés d'un pays à l'autre. Ils sont notamment influencés par la nature de l'insertion de chacun de ces pays dans l'économie globale. Cette diversité questionne directement la cohérence de décisions prises au plan européen. Ce travail trouve un prolongement par la participation de Michel Husson au réseau Elnep (*European Labour Network for Economic Policy*/Réseau européen du travail pour la politique économique) qui regroupe plusieurs instituts européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Suède) liés au mouvement syndical, dont l'IRES et l'Institut Syndical Européen. Ce réseau a publié une première prévision en avril 2007, suivie d'une mise à jour en octobre 2007. Les travaux de ce réseau ont été utilisés par le TUAC (*Trade Union Advisory Committee*) qui est l'instance syndicale consultative auprès de l'OCDE, pour une prise de position sur la situation économique en novembre dernier.

L'analyse des mutations de l'emploi et du travail conduit à s'intéresser à certaines catégories et certains segments du marché du travail qui sont vecteurs des transformations en cours.

Les jeunes et le marché du travail : l'apport des comparaisons internationales (Yannick Fondev, Florence Lefresne)

Réalisée pour le compte de la DESCO (Direction de l'enseignement scolaire du Ministère de l'éducation nationale), en coopération avec deux universitaires suédois, Yves Bourdet et Inga Persson (Université de Lund), l'étude portant sur le « déclassement des jeunes en France et en Suède » a été achevée en 2007. Elle souligne, à partir d'un examen approfondi des techniques de quantification du processus (méthodes dites adéquationniste, statistique, subjective ou composite), les différences sensibles dans la façon même dont chacun des deux pays pose la question des décalages entre qualification des personnes et qualification des postes. Si l'on retrouve bien une orientation commune des résultats : tendance à l'accentuation du déclassement sur les vingt dernières années (qui constitue notamment l'une des dimensions de la « crise de l'Université » en France) ; effets de genre marqués (au détriment des femmes qui, le plus souvent, intériorisent la situation et se disent moins déclassées que les jeunes hommes) ; effets du cycle économique..., les travaux suédois mettent en évidence, au contraire du cas français, une proportion importante de jeunes qui se sentent insuffisamment formés pour le poste qu'ils occupent. Cette catégorie est fortement révélatrice d'un système où le déclassement n'est pas principalement interprété comme un effet de la dévalorisation des diplômes et où la formation

tout au long de la vie figure au cœur du modèle économique et social.

Dans le cadre du programme de coopération scientifique et universitaire Eco-sud, sous la tutelle française du Ministère des affaires étrangères (DGCID) et du Ministère de l'éducation nationale (DRIC), et sous la tutelle argentine du Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation productive (SECyT), un partenariat a été établi entre l'IRES et le CERLIS de l'Université de Paris V, d'une part, et l'IDES (Instituto de Desarrollo Economico y Social) de Buenos Aires, d'autre part. Ce programme auquel participe Florence Lefresne se fixe l'objectif de mettre en perspective comparative les acquis respectifs dans le champ de l'analyse et de l'évaluation des politiques publiques d'insertion des jeunes. Le dispositif établi sur trois années (2007-2009) autorise le financement de missions croisées entre les deux pays. Une première mission a été réalisée en décembre 2007.

Dans le cadre d'une sollicitation de la Documentation Française, Florence Lefresne a coordonné avec Patricia Loncle (LAPPS/ENSP de Rennes) un ouvrage intitulé *Les jeunes, questions de société, questions de politique*, dans la collection Etudes. L'ouvrage regroupe les travaux de sociologues et économistes dans le champ de la santé, de la politique, des rapports inter-générationnels et de l'emploi.

L'emploi des seniors et les stratégies des entreprises (Annie Jolivet)

Dans le cadre d'une convention de recherche avec la DARES, une recherche a été engagée par Annie Jolivet sur la place des seniors dans les accords d'entreprise avec Jérôme Gautié (Université Paris I), Cécile Abattu et Bruno Lamotte (Université de Grenoble). Il s'agit d'analyser le contexte, le contenu, le suivi et l'impact de huit accords d'entreprise signés dans la période récente et visant particulièrement ou explicitement les salariés plus âgés, à partir d'une analyse approfondie de l'accord lui-même des entretiens semi-directifs approfondis (participants à la négociation de l'accord, ayant en charge la mise en place des mesures impliquées par l'accord, membres d'un éventuel comité de suivi de l'accord, salariés bénéficiaires de ces mesures, salariés ayant refusé d'en bénéficier). Le repérage des accords existants s'est révélé particulièrement difficile et a donc été plus long que prévu. Compte tenu du faible nombre d'accords d'entreprises découlant de l'accord national interprofessionnel sur l'emploi des seniors, il a été nécessaire, d'une part, de repérer les accords d'entreprises sur des thèmes de négociation connexes (accords GPEC loi de modernisation sociale, formation tout au long de la vie, diversité), d'autre part, de passer en revue les accords plus anciens qui mentionnaient les seniors. Le second axe des travaux sur les seniors concerne l'évolution des modes de sortie du marché du travail en fin de vie professionnelle, en lien avec la modification du contexte institutionnel (réforme des retraites, négociations et accords collectifs, droit du travail).

Discriminations en fonction de l'origine réelle ou supposée (Mouna Viprey, Christèle Meilland et Yves Lochard)

L'étude menée pour le compte de la DARES par Mouna Viprey, Christèle Meilland et Yves Lochard a donné lieu à un rapport final intitulé « La tête de l'emploi ». Celui-ci rend compte des éventuels traitements différenciés en fonction de l'origine « ethnique » dans les carrières de salariés hautement qualifiés et de mettre au jour les processus de telles discriminations.

Le choix avait été fait, à travers une double démarche historique et comparative, d'analyser deux

secteurs d'activité fortement contrastés : d'une part, l'hôpital public et d'autre part, le secteur des télécommunications. L'approche qualitative avait été privilégiée, fondée sur des entretiens approfondis avec les salariés qualifiés à diplôme étranger mais aussi les « institutionnels » et les syndicats. En choisissant de se situer à de hauts niveaux de qualification, le but était de cerner le problème de discrimination ethnique à proprement parler, « débarrassé » des autres composantes sociales et culturelles qui en compliquent souvent l'identification. Ce travail a donné lieu à une publication dans la Revue de l'IRES ainsi qu'à des diverses communications (notamment à une table ronde organisée par la Dares sur ces questions).

Par ailleurs, Mouna Viprey exerce son expertise dans ce champ à travers sa participation à un groupe de travail sur les politiques migratoires, à l'initiative de l'Ambassade du Canada à Paris, ainsi qu'à un ensemble de séminaires organisés par l'ambassade des Etats-Unis sur la thématique diversité/multiculturalisme.

Transformations du travail des fonctionnaires et réformes de l'Etat contemporain (Yves Lochard et Odile Join-Lambert)

Les dynamiques qui concourent aux transformations du travail et à la construction des identités professionnelles dans la fonction publique ont fait l'objet d'un programme de travail d'Yves Lochard et Odile Join-Lambert, appliqué au cas des conservateurs de musées. Comment s'articulent les valeurs fondatrices de ces professionnels (idée du service public, de « missions » de conservation du patrimoine, de transmission aux générations futures, ambition de démocratisation culturelle) avec leurs itinéraires sociaux, géographiques et professionnels ? Comment ces valeurs se combinent-elles avec les logiques de la nouvelle gestion publique ? Dans cette perspective, on s'est efforcé de saisir les décalages entre les rythmes d'évolution des mentalités professionnelles et ceux imposés par les temporalités du politique à partir des nécrologies de conservateurs de *Musées et collections publiques*, revue de l'association française des conservateurs (cf. publications).

Les transformations du marché du travail et de l'intermédiation (Yannick Fondeur)

Yannick Fondeur a créé en 2007 un groupe de travail consacré aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans le cadre du Groupement de Recherche CNRS « Technologies de l'Information et de la Communication et Société ». Une dizaine de chercheurs issus d'institutions et de disciplines variées (économie, sociologie, sciences de gestion, sciences de l'information et de la communication) sont associés à cette initiative. Parmi les premières réalisations de ce groupe :

- un numéro spécial de la revue de l'IRES, rassemblant des contributions sur le thème « Internet, recrutement et recherche d'emploi » ;
- un séminaire sur le thème « e-recrutement et nouveaux intermédiaires du marché du travail » organisé avec le CES-Matisse le 27 septembre 2007.

Par ailleurs, Yannick Fondeur a coordonné une étude exploitant les données d'usage d'un grand site emploi français (avec Sylvain Benoist et Patrick Zouary). Les résultats sont exploratoires, mais il est envisagé de les valoriser en 2008 dans une publication. Enfin, une veille a été maintenue sur l'ensemble de la thématique « TIC et marché du travail », et elle a donné lieu à la publication régulière de notes sur le site erecrutement.wordpress.com.

L'intérim et les bas salaires (François Michon)

Ce travail est réalisé en collaboration avec le Centre d'Economie de la Sorbonne (CNRS Université de Paris 1) (Christine Erhel et Gilbert Lefevre). Financée par la fondation Russel Sage (fondation new yorkaise se consacrant exclusivement au soutien de la recherche en sciences sociales), une recherche comparative internationale USA – cinq pays de l'Union Européenne (Allemagne, Danemark, France, Pays Bas, Royaume Uni) sur les bas salaires a porté sur six secteurs d'activité (industries agricoles et alimentaires, hôtellerie restauration, centres d'appel, hôpitaux, grande distribution et intérim). Elle s'est intéressée aux « *causes et conséquences des changements de la qualité des emplois à bas salaire dans les économies industrialisées* ». Une collaboration entre l'IRES et le CES a été mise en place sur ce thème. Le programme sur le secteur de l'intérim français trace un panorama rapide des activités du secteur et montre quel usage font de l'intérim les autres secteurs d'activité pris en compte par le programme global. Il souligne à quel point dans ces secteurs, l'intérim est loin de constituer le seul outil de flexibilité des entreprises. Cette recherche est aujourd'hui achevée. La publication d'un ouvrage consacré aux cinq secteurs français est en cours (elle est dirigée par Eve Caroli et Jérôme Gautié).

Thème 6 : santé au travail, pénibilité du travail.

Ce thème est abordé principalement sous deux angles :

Les acteurs de la santé au travail : le cas de l'accord de 1975 sur les conditions de travail (Odile Join-Lambert, Catherine Vincent)

En réponse à un appel d'offres de l'ANR « santé et environnement-santé et travail » par le GHTS (Groupe d'histoire Travail et Santé, dirigé par Catherine Omnès), des travaux sont engagés sur les catégories de la santé au travail : histoire des règles et des pratiques. Dans ce cadre, Odile Join-Lambert et Catherine Vincent (voir axe « Relations professionnelles, démocratie sociale ») s'intéressent aux négociations sur les conditions de travail de 1975.

Il faut en effet attendre 1975 en France pour qu'aboutisse une négociation interprofessionnelle portant explicitement sur les conditions de travail. Parmi les enjeux, la volonté de ne plus traiter le problème des conditions de travail uniquement en termes d'hygiène et sécurité – qui était plutôt laissé aux soins du législateur et des administrations du Travail – mais de traiter de l'enjeu fondamental de l'organisation du travail. Pour le patronat qui a initié ces négociations, il s'agit d'une négociation exploratoire lui permettant de tester quelques idées nouvelles, sans engager les entreprises par des principes clairs ou concessions pratiques. L'Etat, en prônant une nouvelle répartition des rôles entre l'Etat et les organisations professionnelles sur l'organisation du travail, a misé gros. L'accord de 1975 signe la reconnaissance officielle d'un nouveau domaine de négociations collectives à tous les niveaux de négociation. Mais l'élan négociateur est freiné par la crise économique.

La recherche porte sur les facteurs qui ont incité à se préoccuper du problème, le cheminement parallèle de la loi et de la négociation, le déroulé des négociations, les stratégies des négociateurs et les positions des organisations syndicales et patronales ainsi que sur la portée de l'accord de 1975.

Pénibilités et transformations des systèmes de travail (Marie Raveyre)

Cette thématique a été plus particulièrement développée à partir de l'approfondissement de l'analyse des conditions de travail et d'emploi des salariés confrontés à des réorganisations et restructurations d'entreprises. Les salariés qui restent dans les entreprises ayant connu des reconfigurations, subissent des déstabilisations dans leur pratique de travail (remises en cause des compétences, changement de poste, remaniement des collectifs de travail, etc.). Avec la confrontation des salariés à une injonction d'adaptation permanente, ce sont des pénibilités mentales qui se développent (insécurité, intensification, stress..). Une communication sur ce thème a été réalisée lors des Journées Internationales de sociologie du travail, à Londres, Restructurations productives, précarisation, valeurs, ainsi qu'un article à paraître dans *International Management*.

Thème 7 : la sécurisation des parcours professionnels

Validation des acquis de l'expérience (Solveig Grimault, Yves Lochard et Carole Tuchszirer)

La recherche sur la validation des acquis de l'expérience (VAE), menée en collaboration avec le CEE et le CEREQ a donné lieu à la remise du rapport à la Dares en juillet 2007. Elle a été centrée sur la conduite d'opérations collectives de VAE initiées par des entreprises, associations, branches ou secteurs professionnels extrêmement divers. Sur les quinze monographies, sept ont été réalisées pour partie, ou entièrement, par l'équipe de l'IRES (Flunch, Manpower, Les Compagnons du Devoir, DMC, La Fédération de la Coiffure, Jeunesse et Sports).

Les résultats portent tout d'abord sur les différents types de configurations qui ont pu donner naissance à des opérations collectives de VAE. Quatre types d'enjeux se dégagent :

- Dans la moitié des cas observés, la politique de certification des organismes de branche et les stratégies d'entreprise convergent vers la préoccupation commune d'œuvrer pour la reconnaissance de secteurs professionnels et de métiers insuffisamment valorisés de leur point de vue. Les branches professionnelles, groupes, entreprises ou associations, envisagent la certification comme un moyen de valorisation sociale de leurs métiers, et la VAE comme une voie d'accès privilégiée pour des personnes ayant quitté précocement le système scolaire.

- Un deuxième type d'enjeux concerne la prévention des restructurations : la certification représente dans ce cas une opportunité pour accroître les possibilités de reconversion des salariés, avec la contribution financière de l'OPCA.

- En troisième lieu, la VAE a suscité l'intérêt d'institutions qui interviennent directement dans la gestion des trajectoires d'emploi, et qui ont vu dans la VAE un moyen pour sécuriser les parcours. Dans ce cas, la certification autorise la mobilité des personnes sur un espace professionnel élargi qui dépasse le périmètre de l'entreprise voire de la branche.

- En quatrième lieu, dans les secteurs caractérisés par de petites structures, disposant de peu d'outils propres de gestion du personnel, la promotion de la VAE auprès des entreprises, par la branche ou par une organisation d'employeurs, apparaît comme un moyen d'œuvrer pour l'avenir du secteur : favoriser les reprises d'entreprises, organiser des carrières, professionnaliser les bénévoles.

Ensuite, dans chacun des cas étudiés, entreprises, associations, branches et organisations

professionnelles ont procédé aux investissements nécessaires au plan collectif, dans le cadre d'agencements à chaque fois singuliers mêlant dispositifs conventionnels, partenariats institutionnels et procédures internes à l'entreprise. Ces analyses nous ont permis d'apprécier comment le droit individuel à la VAE peut s'exercer et contribuer à rendre l'individu « acteur de son évolution professionnelle », selon les termes de l'Accord national interprofessionnel de 2003. La recherche confirme le caractère déterminant de l'accompagnement des salariés. Dans les cas étudiés, l'accompagnement a été presque exclusivement pris en charge par un organisme extérieur à l'entreprise, même si celle-ci a également apporté une forme de soutien. L'étude montre toutefois que les inégalités, en la matière, restent importantes.

« Formation expérientielle » et discours social français (Yves Lochard)

En relation étroite avec le thème précédent, Y. Lochard s'est intéressé à la prise en compte progressive de la notion de « formation expérientielle » dans le discours social français à partir des années 1970. Loin d'être la simple importation de son équivalent américain, *experiential learning*, elle n'est admise que progressivement, au prix de stratégies de reconnaissance de différents acteurs du milieu de la formation. Ils mobilisent des argumentaires et des rhétoriques spécifiques et lui procurent une reconnaissance académique. Le succès de la notion a bénéficié du concours indirect des milieux associatifs qui valorisent à la même époque l'expérience des plus démunis, l'expérience « vécue », « de l'action », etc. et concourent ainsi à donner à ce thème une légitimité politico-morale à laquelle la clôture dans le monde éducatif ne pourrait prétendre. En officialisant la formation expérientielle dans un dispositif de qualification, la VAE constitue l'aboutissement de ce parcours de reconnaissance.

Séminaires sur la VAE

Si la VAE donne lieu à une intense activité d'études de toutes sortes et à de nombreux colloques, pour l'heure, cependant, les publications ne sont pas encore à la hauteur des premiers résultats dont on dispose d'ores et déjà et restent souvent marquées par une fibre militante plus que par un recul analytique. Profitant du fait que se profilent des travaux se prêtant à une plus grande prise de recul, dont certains avaient fait l'objet d'une communication lors de la dernière année de fonctionnement du séminaire Compétence(s) de l'Ecole doctorale Entreprise Travail Emploi, Pascal Ughetto a organisé en fin d'année, en collaboration avec Carole Tuchsirer (Centre d'études de l'emploi) et Marie-Christine Combes (université Paris-Est-Marne-la-Vallée), une journée de séminaire, où ont été discutés divers travaux qui livrent un regard inédit : l'histoire de la loi ou de la notion d'expérience, l'examen du travail des jurys et prestataires d'accompagnement, l'analyse des réalités institutionnelles régionales, ainsi que des entrées par les entreprises et les branches. Des chercheurs de l'IRES (S. Grimault, Y. Lochard) ont présenté leurs propres travaux. Ces contributions donneront lieu à un prochain numéro de la Revue de l'IRES pour le premier semestre de l'année 2008.

Dans le cadre d'un séminaire sur le thème « Construction et reconnaissance des compétences » organisé par le LEPII (CNRS-Université de Grenoble), en collaboration avec le CEREQ, deux chercheurs de l'IRES, Florence Lefresne et Pascal Ughetto ont contribué à l'ouvrage collectif, Travail et reconnaissance des compétences, Cavestro W., Durieux C., Monchatre S. (dir.) paru à l'été 2007. Les contributions portent respectivement sur la formation tout au long de la vie dans les différents pays européens, d'une part, et sur le métier de l'entreprise et l'exercice du travail

avec métier, d'autre part.

Entretiens de l'IRES du 18 octobre : table ronde sur la sécurisation des parcours professionnels

La question de l'articulation entre marché du travail et protection sociale a été, d'emblée, au cœur des réflexions syndicales sur la sécurisation des trajectoires professionnelles. Pourtant cette articulation reste, aujourd'hui, le « parent pauvre » des réflexions sur la sécurisation des parcours, plutôt centrés sur le fonctionnement du marché du travail. Cette table ronde (animée par Solveig Grimault) a été l'occasion de la « remettre en scène », en abordant notamment la question du potentiel d'innovation de la négociation collective dans le champ de la prévoyance, au profit de la sécurisation des parcours professionnels.

IV. Dynamiques salariales et politiques sociales

Les questions de « dynamique salariale et politiques sociales » ont été particulièrement affectées par une succession de départs de l'IRES. Le terrain des salaires n'a pas fait l'objet de travaux en tant que tels ; mais d'autres enquêtes, par exemple sur « flexibilités et syndicalisme » (voir axe Relations professionnelles et démocratie sociale) ont permis d'effleurer les conditions de détermination des salaires dans le contexte des grands bassins d'emplois industriels (J.M. Pernot).

L'investissement a été poursuivi sur certains domaines des politiques sociales. Sur les retraites, un travail collectif a abouti à la réalisation d'un numéro spécial de la *Chronique internationale* consacré à l'articulation entre les réformes des retraites et la question de l'emploi des seniors. Une conférence internationale a également permis de faire un tour d'horizon des questions relatives à l'épargne retraite et l'épargne salariale longue, et plus généralement aux formes individualisées d'épargne comme source de revenu pour les vieux jours. Une recherche de comparaison encore en cours a déjà permis d'apporter des éclairages sur les questions de redistribution en direction des familles dans les pays européens. Une comparaison entre douze pays européens portant sur les revenus minima garantis à destination des personnes d'âge actif a été effectuée et a mis en évidence la faiblesse du soutien accordé aux personnes pauvres en France.

Ce groupe de travail est composé de : Antoine Math, Pierre Concialdi, Carole Tuchszirer (jusqu'au 30 septembre 2007), et Pierre Volovitch (jusqu'au 1^{er} février 2007). En 2007, plusieurs collaborations ont également impliqué Annie Jolivet, Christèle Meilland, Jean-Marie Pernot, Catherine Sauviat.

Thème 8 : les retraites

Réforme des retraites et taux d'emploi des seniors (collectif)

L'articulation entre les réformes plus ou moins permanentes des systèmes de retraites et l'emploi des seniors est au centre de nombreux débats. Une majorité des réformes des retraites font jouer un rôle central au recul de l'âge de départ à la retraite. Il s'agit de jouer sur le ratio actifs/retraités qui est l'un des paramètres de l'équilibre financier d'un système de retraites, tout en intégrant l'objectif de relever le taux d'emploi des travailleurs âgés. Un travail collectif portant sur la mise en œuvre de ces réformes a fait l'objet d'un important numéro spécial de la *Chronique internationale* paru fin 2007. Le numéro s'intéresse en particulier aux débats et arbitrages dans

neuf pays : Allemagne, Belgique, Etats-Unis, Italie, Pays-Bas, Québec/Canada, Royaume-Uni, Suède, Turquie. La façon dont la Confédération européenne des syndicats s'est emparée de la question a également été examinée.

Au-delà de l'hétérogénéité des situations nationales, plusieurs articles transversaux mettent en évidence les hiatus observés entre âge de retraite prescrit et sortie effective du marché du travail, les différents modes d'intervention sur l'âge de départ à la retraite ou encore les cohérences et incohérences des politiques visant à agir sur l'emploi des seniors. Plusieurs aspects sont particulièrement soulignés : les réformes interviennent sur les modalités d'accès à la retraite en général sans, ou avant d'être nécessairement en mesure d'agir en parallèle sur l'adaptation des marchés du travail à une main-d'œuvre vieillissante et sans que les possibilités d'emploi soient garanties ; si bien que les réformes des retraites ont en elles-mêmes un effet limité sur le maintien dans l'emploi des seniors. La transition directe de l'emploi (stable) à la retraite est un phénomène minoritaire, la retraite étant le plus souvent précédée de périodes de chômage, d'invalidité ou d'inactivité. Dans ces conditions, les réformes des retraites, mais également des divers dispositifs de prise en charge des seniors sans emploi, semblent conduire à une paupérisation et à une augmentation des inégalités face aux revenus au moment de la retraite, mais également durant les périodes préalables à l'accès à la retraite.

Réforme des retraites, épargne et individualisation (Pierre Concialdi, Jean-Marie Pernot)

Une conférence internationale sur le thème : « L'épargne retraite : quelles garanties pour les personnes âgées ? » a été organisée conjointement par l'IRES et l'ENRSP (European Network for Research on Supplementary Pensions) avec le soutien de l'Observatoire des retraites. Elle s'est tenue à Paris les 17 et 18 décembre. Une vingtaine de chercheurs étrangers ont présenté des contributions et les échanges ont réuni environ une centaine de participants. Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de cette conférence. Deux sessions ont été consacrées à des bilans généraux des dispositifs d'épargne retraite dans différents pays (Allemagne, Danemark, France, Irlande, Italie, Royaume-Uni, Suède). D'autres contributions ont abordé la question des risques et des transferts de risques liés au développement de ces plans d'épargne. Enfin, une dernière session a abordé les questions de politique publique soulevées par le développement de ces dispositifs, avec deux questions principales : celle des dispositifs de régulation, d'une part, et celle des effets redistributifs (ou anti-redistributifs) des avantages fiscaux liés à l'épargne retraite.

Cette conférence a été suivie par la réunion annuelle du réseau, au cours de laquelle deux contributions ont été présentées (l'une sur des éléments de comparaison des pensions de réversion dans différents pays européens et la seconde sur l'histoire des « trois piliers » dans l'organisation du système de retraite suisse). A l'issue de cette réunion, l'ENRSP a tenu son assemblée générale. La prochaine réunion devrait se tenir l'an prochain aux Pays-Bas, sous la forme d'un séminaire informel abordant les différentes problématiques sur lesquelles travaillent les chercheurs du réseau.

Par ailleurs, Pierre Concialdi a assuré la coordination d'un numéro spécial sur les retraites de la revue *Société, santé, solidarité* (Revue de l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité). Enfin, Jean-Marie Pernot et Catherine Sauviat assurent toujours une veille sur l'épargne salariale et l'épargne retraite, qui ont connu encore cette année quelques évolutions réglementaires.

Thème 9 : politiques familiales et inégalités hommes/femmes

(*Antoine Math, Christèle Meilland*)

Les politiques sociales en direction des familles (prestations sociales monétaires, aides à travers la fiscalité, congés pour raisons familiales, services en nature, modes de garde des enfants...) se trouvent à l'intersection des politiques de revenus, d'emploi et de protection sociale. Elles sont étroitement liées à la problématique des inégalités entre hommes et femmes dans les sphères domestiques et professionnelles. Une recherche est actuellement réalisée en collaboration avec Angela Greulich et Jeanne Fagnani (Centre d'économie de la Sorbonne) et avec le soutien de la CNAF. Cette recherche vise à approfondir et à actualiser la comparaison des politiques familiales et de leurs évolutions.

Ce projet comporte deux volets. L'un, plus quantitatif et basé sur la méthode des cas-types, porte sur douze pays européens. Il s'intéresse en particulier aux effets redistributifs des transferts financiers sociaux et fiscaux en direction des familles. L'autre volet, plus qualitatif, prolongera le premier et visera à approfondir la comparaison France-Allemagne, notamment en ce qui concerne les dispositifs d'articulation entre vie privée et vie professionnelle. Un rapport intermédiaire a été rendu en juillet 2007. Il offre une analyse comparative sur douze pays européens des effets redistributifs des transferts financiers sociaux et fiscaux en direction des familles, à partir d'une base de données internationales de ménages types. Les travaux encore en cours visent à approfondir la comparaison France-Allemagne et à comprendre la logique des changements à l'œuvre.

Des premières valorisations des travaux réalisés ont été publiées ou sont sur le point de l'être (*Droit Social, Recherches et Prévisions, Comparative Social Research*)

Thème 10 : revenus des personnes sans emploi (*Antoine Math*)

L'exploitation d'une base de données internationales de cas-types, utilisée pour comparer les politiques de ciblage en direction des familles (*cf.* thème 9), a permis de comparer le niveau de revenu minimum garanti aux personnes sans emploi d'âge actif dans douze pays européens. Cette comparaison, qui sera prochainement publiée sous la forme d'un article de la *Revue de l'IRES*, montre que les politiques publiques en France (revenus minima garantis atteints grâce à l'API ou au RMI combinés aux aides au logement et aux autres prestations) garantissent des revenus minima aux personnes pauvres, non seulement très en deçà des seuils de pauvreté, même quand ces derniers sont choisis parmi les plus bas possibles, mais surtout très inférieurs à qu'ils sont dans les autres pays européens de niveau de développement économique comparable.

ACTIVITES TRANSVERSALES

Il s'agit ici principalement des trois activités suivantes : celle relative à la publication de la *Chronique internationale* (six numéros par an, dont un numéro spécial) ; celle concernant les travaux réalisés pour la Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de vie et de travail (Dublin), dont l'Institut est le correspondant national ; le travail réalisé par l'équipe du Centre de documentation.

V. Chronique internationale de l'IRES (Responsable Adelheid Hege)

La publication de la *Chronique internationale de l'IRES* s'est poursuivie en 2007 selon un concept éditorial stabilisé. Un nombre croissant de chercheurs externes se sont associés à la publication, qui se fonde sur l'expertise acquise par les chercheurs de l'IRES en matière de suivi d'un pays étranger et de comparaison internationale. La publication reste centrée sur les pays à l'économie développée ; les efforts de solliciter des collaborations dans les pays non couverts par l'expertise interne à l'IRES et son réseau de correspondants (notamment les pays d'Europe centrale et orientale) devront se poursuivre en 2008.

Le numéro spécial de 2007 a été consacré à la question des réformes des retraites et de l'emploi des seniors (n°109, novembre 2007). Il s'agissait de mieux comprendre les incidences des réformes sur les transitions emploi-retraite et sur la participation d'une population salariée vieillissante au marché du travail (*cf* thème 9, pour la présentation du contenu).

Articles publiés en 2007

Allemagne

Hege Adelheid, « Restructurations chez Volkswagen : Wolfsburg d'abord », n°104, janvier.

Hege Adelheid, « Renouveau des conventions collectives sur fond de reprise et d'inégalités salariales croissantes », n°107, juillet.

Rehfeldt Udo, « Un rapport d'experts préconise une 'modernisation' du système de codétermination », n°106, mai.

Veil Mechthild, « Retraite à 67 ans : baisse des pensions ou nouvelle culture de travail dans la vieillesse », n°105, mars.

Veil Mechthild, « La retraite à 67 ans : âge légal, âge effectif, sorties de la vie active – quelles correspondances ? », n°109, novembre.

Autriche

Dufour Christian, « Restructurations syndicales dans la douleur », n°105, mars.

Australie

Le Queux Stéphane, Peetz David, « WorkChoices : au nom du libre choix, suppression des libertés collectives », n°104, janvier.

Belgique

Dufour Christian, « Restructurations chez Volkswagen : Wolfsburg d'abord », n°104, janvier.
Faniel Jean, « Le système d'assurance chômage : un particularisme en sursis ? », n°108, septembre.

Feltesse Patrick, « Enjeux socio-économiques pour le nouveau gouvernement à l'issue d'une négociation sur l'avenir du fédéralisme », n°108, septembre.

Moulaert Thibault, « Politique des âges : entre discours d'activation et responsabilisation des individus », n°109, novembre.

Canada/Québec

Lizée Michel, « Incitation à l'allongement de la vie active et retraite progressive, deux outils pour faire face au vieillissement de la main-d'oeuvre », n°109, novembre.

Danemark

Jørgensen Carsten, « Renouveau de la convention collective du secteur privé : bilan d'étape des relations professionnelles », n°106, mai.

Espagne

Vincent Catherine, « Réforme du marché du travail et égalité professionnelle hommes-femmes », n°107, juillet.

Etats-Unis

Sauviat Catherine, « La revalorisation du salaire minimum : une priorité du nouveau Congrès », n°104, janvier.

Sauviat Catherine, « La revalorisation du salaire minimum : une réalité après dix ans de gel », n°107, juillet.

Sauviat Catherine, « L'échec d'une réforme majeure du système d'immigration », n°108, septembre.

Turner John, « Travailler plus vieux, plus longtemps : les politiques d'emploi aux Etats-Unis », n°109, novembre.

Europe

Dufresne Anne, Gobin Corinne, « Vers une offensive syndicale européenne ? Le 11^e congrès de la CES

Pernot Jean-Marie, « Retraites, travailleurs âgés – un enjeu de basse intensité pour le syndicalisme européen.

Waddington Jeremy, « Douze ans après la directive, quelle est l'efficacité réelle des comités d'entreprise européens », n°104, janvier.

Italie

Hege Adelheid, Math Antoine, « Les nouvelles réformes des retraites du gouvernement Prodi », n°105, mars.

Hege Adelheid, Math Antoine, « La fin annoncée des carrières courtes : quelles transitions emploi-retraite, quelles protections contre la vieillesse ? », n°109, novembre.

Rehfeldt Udo, « Accord pour une réforme de la fonction publique », n°105, mars.

Rehfeldt Udo, « Accord-cadre pour les conventions collectives de la fonction publique », n°107, juillet.

Pays-Bas

Wierink Marie, « Prendre soin des personnes âgées et dépendantes : nouvelle loi sur le soutien social et risques pour l'emploi des femmes », n°105, mars.

Wierink Marie, « Le projet de réforme du licenciement : un tournant dans la politique néerlandaise de flexi-sécurité ? », n°108, septembre.

Wierink Marie, « La politique néerlandaise d'allongement de la vie professionnelle : une réussite en demi-teinte », n°109, novembre.

Portugal

Pernot Jean-Marie, « Le grand air de la réforme », n°106, mai.

Royaume-Uni

Dufour Christian, « Syndicalisation, fusions syndicales, débâcle travailliste », n°106, mai.

Dufour Christian, « Dix ans de blairisme : où en est la syndicalisation », n°107, juillet.

Join-Lambert Odile, Lefresne Florence, « Des retraites encore plus tardives. Des pensions plus égalitaires? », n°109, novembre.

Suède

Mantz Thimotée, « 'Le travail doit payer' : la réforme de l'assurance chômage », n°105, mars.

Jolivet Annie, « Un taux d'emploi très élevé à relativiser », n°109, novembre.

Turquie

Karayel Ayfer et Antoine Math, « Le système des retraites en Turquie : vers un processus de réformes sans fin ? », n°108, septembre.

Math Antoine, « La perspective d'un nouvel âge pour les retraites et les fins de carrière », n°109, novembre.

International

Rehfeldt Udo, « Création d'une nouvelle confédération internationale », n°104, janvier.

Articles comparatifs et de synthèse

apRoberts Lucy, « L'âge de la retraite en question

Jolivet Annie, « Augmenter l'emploi des seniors : comment et avec quelles conséquences ? », n°109, novembre.

Math Antoine, « De l'emploi à la retraite : quelle (in)sécurisation des parcours pour les seniors ? », n°109, novembre.

Au cours de l'année 2007, deux pays ont fait l'objet d'un investissement particulier : la Turquie et la Chine.

1 – L'analyse des questions économiques et sociales en Turquie (*Antoine Math*)

Antoine Math a entamé un projet de suivi des questions économiques et sociales en Turquie, notamment dans la perspective de pouvoir écrire sur ce pays pour la *Chronique internationale*. Ce projet passe par une phase d'apprentissage de la langue turque, ainsi que de défrichage et d'accumulations d'informations et d'analyses sur les dimensions économiques et sociales de ce pays. Des collaborations avec des chercheurs, turcs ou non, spécialisés sur la Turquie ont été entreprises. Plusieurs articles de la *Chronique internationale* ont ainsi pu être réalisés, l'un sur le salaire minimum turc, un autre sur le système de retraite en Turquie et enfin un article consacré à la question de l'articulation entre réformes des retraites et emploi des seniors pour le numéro spécial de la *Chronique internationale* consacré à ce sujet.

2 – L'analyse des questions économiques et sociales en Chine (*Pierre Concialdi*)

Pierre Concialdi a poursuivi la recherche engagée avec Catherine Lévy (CNRS) sur les conditions de vie des chômeurs en France et en Chine, dans le cadre d'un PICS (Programme international de coopération scientifique) financé par le CNRS. Cette année, une enquête qualitative complémentaire a été réalisée à Shanghai par des chercheurs chinois. Le traitement et l'analyse de cette enquête est en cours de réalisation par les collègues chinois, ce travail étant coordonné par Jean-Louis Rocca qui anime l'antenne en sciences sociales et humaines à l'université Tsinghua de Pékin. Un autre volet de ce projet porte sur la réalisation d'un glossaire de la protection sociale et du travail en Chine. Ce travail s'est poursuivi en 2007 avec la collaboration d'un juriste chinois Liu Weihong. Ce glossaire s'inspire du travail qui avait été réalisé par la MIRE il y a quelques années et comporte une présentation du système de protection sociale en Chine, ainsi qu'une cinquantaine d'entrées concernant des termes plus précis permettant de connaître la configuration institutionnelle du système chinois de protection sociale. Chaque terme fait l'objet d'une mise en contexte historique, présente une définition juridique et/ou fonctionnelle et s'accompagne, le cas échéant, d'éléments factuels et/ou statistiques.

VI. Fondation de Dublin et observatoires européens

En 2007, l'IRES a poursuivi les activités réalisées à l'attention de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin) et de deux de ses observatoires :

- Observatoire européen des relations industrielles (European Industrial Relations Observatory – EIRO).
- Observatoire européen des restructurations (European Restructuring Monitoring – ERM).

En 2008, la Fondation de Dublin devrait lancer un nouvel appel d'offre pour le suivi de ses activités en France. Dans cette perspective, l'IRES devrait avoir plusieurs réunions de travail avec l'ANACT, afin d'examiner de manière concertée ce qu'il est possible de réaliser ensemble et à quelles conditions dans l'avenir au sein de ces observatoires.

Les relations avec l'Observatoire Européen des Relations Industrielles (EIRO)

Responsables : Benoît Robin, Annie Jolivet

La Fondation de Dublin a innové dans les travaux demandés, ce qui a conduit l'IRES à réaliser en étroite association avec l'ANACT deux réponses à des questionnaires conjoints à plusieurs observatoires (EIRO et EWCO) :

- Conditions de travail et dialogue social - Annie Jolivet et Odile Join-Lambert (FR0710019Q)
- Sur les travailleurs indépendants - Annie Jolivet (FR0801019Q)

Le « Comité éditorial » ou groupe de travail IRES (Annie Jolivet, Odile Join-Lambert, Yves Lochard, Carole Tuchsirer -jusqu'à l'été 2007-, Udo Rehfeldt) s'est réuni régulièrement avec l'appui du Centre de Documentation (Sandrine Rollin) pour débattre des sujets et des auteurs retenus. Le Comité de Suivi, réunissant des représentants du patronat et des syndicats français ainsi que des représentants de la nouvelle Direction générale du travail et de la DARES, s'est réuni plus difficilement. En effet, compte tenu du nombre et de la densité des projets gouvernementaux, des négociations interprofessionnelles, les disponibilités de ces responsables se sont trouvées réduites. Deux réunions se sont néanmoins tenues en 2007. Pour 2008, il est possible qu'il soit recherché une nouvelle formule avec, par exemple, l'organisation d'un séminaire annuel.

□

Au cours de l'année 2007, les versions française et anglaise des papiers et études rédigés sont accessibles depuis le site de l'Observatoire de la Fondation :
<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2007/country/france.htm>

Les acteurs des relations professionnelles

- 33^{ème} congrès de la CFE-CGC – Benoît Robin (FR0701029I)
- Elections professionnelles dans la Police – Jean-Marie Pernot (FR0702029I)
- Les résultats des élections aux Comités d'entreprise en 2005 – Christian Dufour (FR0706029I)
- Les résultats des élections professionnelles chez les personnels ouvriers des établissements scolaires après la décentralisation – Dominique Guibert (FR0706049I)
- 21^{ème} congrès de Force Ouvrière – Benoît Robin (FR0707029I)
- Congrès de l'UPA – Benoît Robin (FR0712039I)

Déclarations, projets et annonces de dispositions légales

- Interdiction de fumer au travail – Benoît Robin (FR0703039I)
- Une loi impose une concertation sociale préalable avant toute réforme du droit du travail – Udo Rehfeldt (FR0704039I)
- Polémiques sur la validité juridique du CNE et l'évaluation de son impact sur l'emploi – Yannick Fondeville (FR0705029I)
- Le paquet fiscal : un pari sur la croissance – Michel Husson (FR0709019I)

- Le gouvernement veut réformer les régimes spéciaux de retraite – Annie Jolivet (FR0710019IFR)
- Les conférences sociales tripartites et les consultations pour préparer les réformes sociales – Udo Rehfeldt (FR07029I)

Rapports

- Un avis du Conseil économique et social recommande une réforme des critères de représentativité syndicale – Udo Rehfeldt (FR0702039I)
- Le Conseil d'orientation des retraites appelle à poursuivre la réforme des retraites – Annie Jolivet (FR0703029I)
- Travail le dimanche : un avis du Conseil économique et social sur le commerce – Odile Join-Lambert (FR0706039I)
- Le rapport du Conseil Economique et Social sur la sécurisation des parcours professionnels – Solveig Grimault (FR0710029I)
- Un rapport sénatorial propose une nouvelle réforme de la formation professionnelle – Catherine Vincent (FR0711019I)

Négociation collective

- Restructuration à rebondissements chez Hewlett-Packard France – Marie Raveyre (FR0703019I)
- Accord interprofessionnel sur les accidents du travail et les maladies professionnelles – Annie Jolivet (FR0705019IFR)
- Avenir toujours incertain pour la Samaritaine, un peu moins pour les salariés – Carole Tuchszirer (FR0709029I)
- Vers une conclusion de la négociation sur la pénibilité ? – Annie Jolivet (FR0711029I)

Emploi & salaires et revenus

- Conférence sur l'emploi et les revenus : les syndicats dénoncent une « mise en scène » – Pierre Concialdi (FR0701019I)
- Salaires dans la fonction publique : maintien du pouvoir d'achat sans négociation – Catherine Vincent (FR0704049I)
- Pas de « coup de pouce » pour le salaire minimum – Pierre Concialdi (FR0708039I)
- Des suicides alertent sur le stress au travail – Pascal Ughetto (FR0711039I)

Grèves, conflits & mobilisations syndicales

- La CGT obtient l'emploi d'agents portuaires supplémentaires à un terminal méthanier – Benoît Robin (FR0704059I)
- Les caisses automatiques menacent-elles l'emploi dans la grande distribution ? – Yves Lochard (FR0707019I)
- Six semaines de grève chez PSA – Jean-Marie Pernot (FR0708029I)

- Les travailleurs saisonniers toujours victimes d'abus d'employeurs peu scrupuleux – Benoît Robin (FR0709039I)
- Conflit autour de l'indépendance éditoriale de la presse économique – Yves Lochard (FR0712029I)

Les contributions IRES aux études comparatives sur les relations professionnelles

- Comparative analytical report on gender and career development – Chrystèle Meilland (FR0612019Q)
- Questionnaire for Eiro sectoral representativeness study on gas – Udo Rehfeldt (FR0702019Q)
- Questionnaire for 2006 eiro annual review – Christian Dufour (FR0703019Q)
- Questionnaires annuels sur les indicateurs annuels sur les salaires, l'emploi et le temps de travail – Benoît Robin
- Final questionnaire for EIRO comparative analytical report in industrial relations in the postal sector – Benoît Robin & Philippe Zarifian (FR0704019Q)
- Final questionnaire for EIRO comparative analytical report on the impact of the working time directive for the road transport sector on collective bargaining – François Michon (FR0704039Q)
- The representativeness of trade unions and employer associations in the sea and coastal water transport sector : the case of France – Jean-Marie Pernot (FR0707019Q)
- Final questionnaire for EIRO comparative analytical report on information and consultation – Christian Dufour (FR0710029Q)
- France : the representativeness of trade unions and employer associations in the railway infrastructure sector – Benoît Robin (FR0710039Q)
- The representativeness of trade unions and employer in the post and courier service Sector – Odile Join-Lambert (FR0712019Q)
- Self employed workers – Annie Jolivet (FR0801019Q)

Les relations avec l'Observatoire Européen des Restructurations (ERM)

Responsable : Benoît Robin

Les travaux sur les restructurations à partir d'études, de suivi et d'analyses pour la Fondation de Dublin <http://www.eurofound.europa.eu/emcc/erm/>, se déclinent toujours en deux types d'activités avec :

Chaque semaine, une fiche détaillée pour recenser en « temps réel » les restructurations sur le territoire national. Le champ couvert porte sur tous les cas qui concernent toutes les formes de restructuration résultant d'annonces de :

- fermeture ou risque de fermeture : liquidation judiciaire, redressement judiciaire, continuation ou poursuite d'activité, etc.
- fusion, absorption, acquisition, cession, etc.
- externalisations : recours à la sous-traitance, délocalisations (mêmes partielles), etc.
- plans de développement : co-entreprise, etc.

en emplois :

- plus de 100 suppressions d'emplois dans les entreprises de moins de 250 salariés ou affectant plus de 10 % des effectifs d'entreprises de plus de 250 salariés,
- plus de 100 créations d'emplois...

* Chaque année, des réponses sont réalisées, relatives à des questionnaires portant sur des dimensions spécifiques ou sectorielles en lien avec les restructurations ou les mutations industrielles.

Les contributions IRES aux études comparatives sur les restructurations

- Réponse au questionnaire sur les mesures d'aides à la création d'emplois – Benoît Robin (FR0612029Q)
- Réponse au questionnaire sur les acteurs – Benoît Robin (FR0701048Q)
- Réponse au questionnaire sur les impacts en matière d'emploi des délocalisations d'activités productives – Michel Husson (FR0707029Q)
- Réponse au questionnaire sur les perceptions et le positionnement des acteurs sur les délocalisations – Benoît Robin (FR0708019Q)
- Réponse au questionnaire sur « Relocation cases in manufacturing and services » – Jean-Louis Levet (à venir en 2008).

VII. Centre de Documentation

Benoît Robin - Sandrine Rollin - Dominique Guibert - Catherine Berthet

Pour le Centre de Documentation, l'année 2007 aura été marquée par plusieurs changements majeurs, qui ne sont pas sans incidences sur l'activité menée par le Centre.

La mise en place d'un nouveau rayonnage destiné à accueillir les ouvrages classés par ordre chronologique d'arrivée -les capacités d'accueil du précédent matériel étant à saturation- a constitué un travail considérable avec une implication temporelle et physique. Derrière la partie visible de l'iceberg que constitue cet aménagement, elle a supposé d'abord des démarches auprès des chercheurs afin qu'ils remettent à l'équipe documentaire durant le premier semestre les ouvrages empruntés, puis la mise à jour des fichiers ainsi que le dépoussiérage et le désherbage du fonds, avant la remise en rayon de l'ensemble des ouvrages selon les cotes affectées et gérées par le logiciel documentaire *BCDI*, accessible sur l'ensemble des postes à l'IRES.

L'équipe du Centre de Documentation s'est attachée durant l'année 2007, comme en 2006, conformément aux différents axes de travail définis dans le programme d'activité annuel de l'Institut et de son programme scientifique à moyen-terme (PSMT 2005-2009), à assurer :

- la poursuite de ses missions en matière d'accueil, de conseils documentaires,
- l'enrichissement du fonds documentaire avec la nouvelle série documentaire « F » des documents disponibles en version électronique (à partir du logiciel *BCDI*) en plus des abonnements et des ouvrages en support papiers,
- le soutien documentaire au travers du *Bulletin* bibliographique hebdomadaire *des Nouveautés* de l'IRES, de la *Newsletter* périodique repérant des articles de publications non possédées à l'Institut,

- la communication d'une documentation et d'une information personnalisée en fonction des préoccupations et des centres d'intérêt scientifiques permanents des chercheurs,
- la constitution de dossiers, fruits de résultat de recherches *ad hoc*, inhérents à des travaux ponctuels ou périodiques, tels ceux inhérents à l'engagement contractuel avec la Fondation de Dublin sur le suivi des restructurations et sur les relations professionnelles.

A l'automne 2007, une réunion spécifique a été organisée entre les chercheur(e)s de l'IRES et l'équipe du Centre de Documentation, afin de veiller à ce que le fonds documentaire soit en adéquation avec les attentes et les besoins en matière de recherche. Ce rendez-vous organisé tous les deux ans a été l'occasion de recueillir des avis, des opinions à partir des présentations et des photographies portées à la connaissance sur l'état du catalogue des publications reçues à l'IRES. A la suite de ces échanges, il a été pris les dispositions, afin d'acquérir de nouvelles publications demandées (OCDE, ...) en plus des autres abonnements existants, dont ceux par accès électronique, tel l'agrégateur de presse *Factiva* octroyant la possibilité de consulter plus d'une centaine de journaux français et étrangers.

A deux reprises en 2007, au Congrès confédéral de la CGT-Force Ouvrière de Juin et au Congrès fédéral de la métallurgie de la CFE-CGC d'Octobre, l'équipe du Centre de Documentation a tenu des stands gracieusement mis à disposition. Ces Congrès ont été l'occasion de mieux faire connaître et apprécier les travaux de l'institut à travers diverses présentations et diffusions de publications de l'Institut et des travaux (Agence d'Objectifs) réalisés par les organisations syndicales.

En octobre 2007, le nouveau site de l'IRES www.ires.fr a vu le jour, non sans complications inhérentes à de multiples facteurs. L'espace dédié au Centre de Documentation permet d'y découvrir davantage qu'auparavant la richesse du Fonds documentaire. Celui-ci, ainsi que l'ensemble du site, bénéficieront en février et mars 2008 de nouvelles améliorations.

La configuration minimale de l'effectif du Centre de Documentation afin d'assurer pleinement les différentes missions qui lui sont dévolues, a pu être préservée. Dominique Guibert, après une décennie à l'écoute et au service des uns et des autres pour donner de précieux conseils, a fait valoir ses droits à la retraite auprès de l'éducation nationale. À l'été 2007, Catherine Berthet, mise à disposition également du ministère de l'Education nationale, est arrivée à l'Institut et a rejoint Sandrine Rollin-Larroche, Documentaliste. Compte tenu des spécificités de l'Institut et du Centre de Documentation, l'équipe documentaire s'est attachée à être attentive aux usagers du Centre : les chercheurs de l'IRES, les responsables syndicaux des organisations syndicales constitutives de l'Institut, les chercheurs et universitaires d'autres laboratoires de recherche en France, en Europe ou dans le monde, les Centres de Documentation et Bibliothèques avec lesquels l'IRES entretient des coopérations, les étudiants de 3^{ème} cycle, les organismes officiels et institutionnels, les journalistes.

Annexe 1

PUBLICATIONS

Axe 1 – Relations professionnelles, démocratie sociale

Ouvrages, participation à des ouvrages collectifs

Dufour C. (2007) « Les diverses formes d'organisation patronales » in Offerlé M. *Les organisations patronales*, La documentation française.

Dufour C., Hege A., Murhem S., Rudolph W., Wassermann W., *Industrial Relations in Small Companies: A Comparison France, Sweden and Germany*, Bruxelles, PIE-Peter Lang.

Hege A., Dufour C. (2007), « Atypische Beschäftigung, Normalarbeitsverhältnis und Gewerkschaften » In B. Keller und H Seifert (Hg.) *Atypische Beschäftigung, Flexibilisierung und soziale Risiken*, Sigma, pp. 209- 228

Pernot J.M., « Le débat CGT-CFDT 1966-1968, quelques aspects politiques de la confrontation », à paraître dans *Unité syndicale, fatalité de la division ? France 1943-1995*, IHS-CGT, Acte du colloque des 28-29 novembre 2007.

Pernot J.M., « France and Europe : a splitting issue in an already divided trade union movement » à paraître dans *Towards Transnational Trade Union Representation? Trade Unions and European Integration*, Bochum, Institut für soziale Bewegungen (Ruhr-Universität Bochum).

Pernot J.M., en collaboration avec Guy Groux (CNRS-Cevipof) : *La Grève*, Paris, Presses de Sciences-po. (A paraître en février 2008)

Articles dans des revues à vocation scientifique

Dufour C., Hege A., Lévesque C., Murray G. (2007) « Possible den Bestelako Sindikalgintza Bati Buruzko Mintegi baten Kronika » Manuel Roblez-Arengiz Instituta, *GAI* n°30, diciembre, Abendua.

Pernot J.M., « Une nouvelle internationale syndicale, la CSI, replâtrage ou renouvellement ? » dans *Recherches Internationales*, n° 78 (4-2006)

Pernot J.M. (en collaboration avec Céline Desmarais, Gilles Jeannot, Séverine Louvel, Jean Saglio et Pascal Ughetto), « Gestion des personnels publics : évolutions récentes et perspectives » dans *La Revue de l'IRES*, n° 53, 2007-1.

Rehfeldt U. (avec Isabel da Costa), « European Works Councils and transnational bargaining

about restructuring in the auto industry », in: Transfer (ETUI-REHS) Vol. 13. N° 2, été 2007.

Rehfeldt U., « Nöelle Lenoir: La SE ou Sociétas: pour une citoyenneté européenne de l'entreprise » (compte rendu), in: Transfer (ETUI-REHS) Vol. 13. N° 2, été 2007.

Documents de travail et rapports de recherche

Dufour C., Hege A. (2007) « Les classifications dans cinq branches de l'agro-alimentaire et les conventions collectives » Rapport pour la commission sur les classifications, IRES, mars.

Dufour C, Bérout S., Denis J.M., Hege A., Pernot j.M., (2007) « Flexibilités et action syndicale » Rapport pour la DARES

Dupré M., Giraud O., Tallard M., Vincent C, (2007), *Les relations Etat et acteurs sociaux en France et en Allemagne (1945-1981)*, rapport pour la DARES et le CHATEFP.

Giraud O., Tallard M., Vincent C. (2007), « Processus d'institutionnalisation de la démocratie industrielle et crises sociales en France et en Allemagne à la fin des années 60 », *travail et Emploi*, n°111, juillet-septembre.

Rehfeldt U. (avec Volker Telljohann, Isabel da Costa et Torsten Müller), *International Framework Agreements : a Stepping Stone Towards the Internationalization of Industrial Relations*, Draft Analytical Report, Novembre 2007.

Rehfeldt U., Volovitch P., Vincent C. (2008), *Administratrices et administrateurs syndicaux dans les organismes de sécurité sociale*, rapport pour la DREES/MIRE.

Robin B., (en collaboration avec Limou S., Liaisons Sociales – quotidien), compte-rendu du « 21^{ème} congrès de Force Ouvrière, Lille, 25-29 juin 2007 » dans Liaisons Sociales – quotidien, LSQ n° 15057 et « syndicats » n° 39/2008, 01.08 « Colloques et congrès », Février 2008.

Axe 2 – Mutations productives, financières et restructurations

Ouvrages, participation à des ouvrages collectifs

Levet J.L (sous la dir.de) : *Les pratiques de l'intelligence économique. Dix cas d'entreprises*, Economica, à paraître, premier trimestre 2008.

Raveyre M., « Entreprises et territoires, du réseau spontané au réseau construit », in Management et réseaux sociaux, ouvrage collectif, Hermes Lavoisier (à paraître, 02/2008)

Sauviat C., « La nouvelle gouvernance des entreprises en France », dans *l'Etat de la France*, éditions La Découverte, Paris 2007, pp.204-210.

Sauviat C., « Poder da pensao sindical e a responsabilidade do actionista assalariado : a experiencia norte-americana pode ser um modelo ? » dans *A Sociologia Econômica: um projeto em construção*, Edufscar, Sao Paulo, à paraître.

Articles dans des revues à vocation scientifique

Levet J.L., « La politique industrielle en France : entre tabou et déficit de stratégie », *Géoéconomie*, numéro spécial « La France et le monde : bilan d'une présidence, 1995-2007 », numéro 40, Hiver 2006-2007.

Levet J.L., « L'industrie est notre avenir », *Revue Défense nationale et sécurité collective*, Janvier 2008.

Levet J.L., « L'anticipation au cœur des stratégies nationales de développement et le rôle croissant des think tank », *Revue Enjeux vingt et un*, des Sciences sociales et de Management de l'Université Al Akhawayn (Maroc), numéro un, premier trimestre 2008.

Raveyre M., « Les délocalisations au Maroc : vers de nouvelles perspectives de développement ? », *Maghreb-Machrek*, n° 194, hivers 2008. (à paraître).

Raveyre M., « Les délocalisations vues des pays émergents, l'ancrage territorial en question ». in Coris M., « *Les trajectoires de délocalisation : état des lieux et perspectives* », actes du colloque, MSHA, Bordeaux, (à paraître).

Sauviat C., « Les syndicats face à l'épargne retraite en France et au Québec », dans *Santé, Société, Solidarité*, (avec M. Lizée), 2007/n°1, pp.69-82.

Rapports, documents de travail, actes de colloques

Levet J.L., « Développement des entreprises et dynamiques territoriales », in *L'intelligence territoriale*, Actes de la Conférence internationale organisée à Casablanca, les 22-23 mars 2007.

Levet J.L., « L'intelligence économique, son rôle dans la performance globale des entreprises et dans la politique industrielle », in Actes du Colloque IEMA « L'intelligence économique vecteur stratégique de la relance et du développement industriel », Alger, 8-9 Avril 2007 .

Levet J.L., « Y a-t'il une place pour une politique industrielle en France ? », in Actes du 54^{ième} Congrès des économies régionales « Industries et territoires : enjeux d'aujourd'hui et de demain », Saint-Etienne, octobre 2007, in *Inter-Régions*, numéro spécial Congrès, 2007.

Levet J.L. « De l'adaptation sous contrainte à l'anticipation collective », in « Le dialogue social européen et les restructurations, à quelles conditions les partenaires sociaux peuvent-ils devenir des acteurs du changement ? » *Les Cahiers de la Fondation*, Europe et Société, numéro 67-68, octobre 2006-septembre 2007.

Raveyre M., « Local restructuring policies » Rapport d'étape, Programme de recherche européen CAPRIGHT « Resources, Rights and Capabilities : in search of social foundations for Europe », Porto, septembre 2007.

Sauviat C. « Modes de gouvernance, pratiques d'anticipation et régimes de restructuration : une

approche comparative », avec Florence Lefresne (en collaboration avec Solveig Grimault), Rapport pour la Dares, août 2007, 242 pages.

Autres Publications

Sauviat C., « L'échec d'une réforme majeure du système d'immigration aux Etats-Unis », *Chronique internationale de l'Ires*, n°108, septembre 2007, pp.61-69.

Sauviat C., « La revalorisation du salaire minimum aux Etats-Unis : une priorité du nouveau Congrès », *Chronique internationale de l'Ires*, n°104, janvier 2007, pp.39-49.

Sauviat C., « Le syndicalisme aux USA : la nécessité de pratiques et de perspectives renouvelées », *Solidaires International*, n°2, mars 2007.

Sauviat C., « La revalorisation du salaire minimum aux Etats-Unis : une réalité après dix ans de gel », *Chronique internationale de l'Ires*, n°107, juillet 2007, pp. 37-42.

Sauviat C., « Etats-Unis : la peur des délocalisations », dans *Alternatives internationales*, novembre 2007, pp. 47-48.

Axe 3 – Transformations de l'emploi et du travail

Ouvrages, Participation à des ouvrages collectifs, coordination d'ouvrages

Husson M., « Onde longue et crise contemporaine » in Rasselet G. (dir.), *Dynamique et transformations du capitalisme*, L'Harmattan, 2007.

Jolivet A., (avec Guillemard A.-M.), « Pulling up the Early Retirement Anchor in France », in Taylor P. (ed), *Ageing Labour Forces. Promises and Prospects*, January, Edward Elgar, 2008, 240 p.

Lefresne F. « Grande Bretagne : l'expérience des Jobcentres », Regard d'expert in ANPE (Gorius A et Jeanneau L.), *Emploiscopie*, Editions Autrement, 2007-2008, pp. 135-141. novembre

Lefresne F., « L'emploi des jeunes : parcours et dispositifs », in Loncle (coord.), *La jeunesse, questions de société/questions de politique*, La Documentation Française, collection Etudes, Paris, septembre 2007, 45-76.

Lefresne F., (avec Loncle P.), Introduction à l'ouvrage *La jeunesse, questions de société/questions de politique*, in Loncle (coord.), La Documentation Française, collection Etudes, Paris, septembre 2007, pp. 9-24.

Lefresne F., « Formation tout au long de la vie : des enjeux convergents dans des contextes institutionnels différents au sein de l'Europe » in Cavestro W., Durieux C., Monchatre S. (dir.), *Travail et reconnaissance des compétences*, Economica, juin 2007, pp. 175-190.

Ughetto P., *Faire face aux exigences du travail contemporain. Conditions du travail et management*, Editions de l'ANACT.

Ughetto P., « Métier de l'entreprise et exercice du travail avec métier : un défi pour la gestion des compétences », in Cavestro W, Durieux C., Monchatre S. (sous la dir.), *Travail et reconnaissance des compétences*, Paris, Economica.

Ughetto P., (avec Combes M.C.), « Gérer le travail par la compétence » in M. Campinos-Dubernet, M.-C. Combes et D. Redor (sous la dir.), *Les mutations des industries et des services*, Toulouse, Octarès, 2007.

Ughetto P., « Proximité à l'égard du client et compétences de la firme » (avec V. Bomtempo), in Rallet A. et Torre A. (sous la dir.), *La proximité à l'épreuve des technologies de communication*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Articles dans des revues à vocation scientifique

Fondeur Y., « Internet, recrutement et recherche d'emploi : une introduction », *La Revue de l'IREs*, numéro spécial « Internet, recrutement et recherche d'emploi ».

Fondeur Y. (avec Lhermitte F.), « Réseaux sociaux numériques et marché du travail », *La Revue de l'IREs*, numéro spécial « Internet, recrutement et recherche d'emploi ».

Grimault S., recension d'ouvrage, *Boundaries and Frontiers of Labour Law : goals and means in the regulation of work*, G. Davidov, B. Langille(dir.), Hart Publishing, Portland, 2006, pour la revue *Economie et société*, série « Socio-économie du travail », n° 12/2007.

Grimault S. (avec M.C. Bureau et M.C. Combes), « Usages collectifs et exercice du droit individuel à la VAE », *La Revue de l'IREs* n° 54, 2007/2 (à paraître).

Husson M., « La voie étroite de la contre-expertise économique », *ContreTemps* n°19, 2007.

Join-Lambert O. (coord.), *Travail et Emploi*, numéro « spécial centenaire » du ministère du Travail, La Documentation française, Première partie, n° 110, avril-mai 2007 ; Deuxième partie, n° 111, juillet-septembre 2007.

Join-Lambert O., « Introduction », *Travail et emploi*, n° spécial centenaire du ministère du Travail, n° 110, avril-juin 2007, p. 7-13.

Join-Lambert O., Viet V., « Conclusions », *Travail et emploi*, n° spécial centenaire du ministère du Travail, n° 111, juillet-septembre 2007, p. 75-78.

Join-Lambert O., Machu L., Vincent V., « Mars 1975 : premier accord sur la santé au travail », *Santé et travail*, n° 60, octobre 2007, p. 48-49.

Join-Lambert O., Lefresne F., « Réformes des retraites et emploi des seniors au Royaume-Uni », *Chronique Internationale de l'IREs* numéro spécial, décembre 2007

Jolivet A. (avec Hallé G.), « La retraite progressive : une réelle option en France et au Québec ? », pp. 99-106, *Santé, Société et Solidarité, Revue de l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité*, n°1, 2007.

Lefresne F., « Die Zukunft des Arbeitsvertrags in Frankreich- zwischen Normenzersplitterung und neuem Beschäftigungsstatus » in *WSI Mitteilungen*, Monatszeitschrift des Wirtschafts und Sozialwissenschaftlichen Instituts in des Hans-Böckler-Stiftung, 8/2007, pp.455-461.

Lefresne F., « Les leçons du modèle danois » in *Pour en finir avec la précarité*, Garrouste L., Gélot D., Granier K.(coord.), Fondation Copernic, éditions Syllepse, pp. 77-86.

Lochard Y., Meilland C., Viprey M., « La situation des médecins à diplôme hors UE sur le marché du travail. Les effets d'une discrimination institutionnelle », *La Revue de l'IRES*, n° 53, 2007/1

Lochard Y., Ughetto P., « Candidater et embaucher : le courrier de candidature comme dispositif de rencontre », *La Revue de l'IRES*, n° 52, 2006/3.

Lochard Y., « L'avènement des "savoirs expérientiels" », *La Revue de l'IRES*, n° 54, 2007/2 (à paraître)

Lochard Y., « La diversité, une fuite en avant rhétorique ? », *Hommes et Libertés*, n° 137, 2007, pp.10-13.

Lochard Y., recension d'ouvrage, *Scènes d'aumône. Misère et poésie au XIX^e siècle*, Anne-Emmanuelle Berger, Paris, Honoré Champion, 2004, la revue *Romantisme*.

Lochard Y., recension d'ouvrage, *De l'intérêt général à l'utilité sociale. La reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation citoyenne*, Engels X., Hély M., Peyrin A. et Trouvé H.(dir.), L'Harmattan, Collection « Logiques sociales », 2006, pour la revue *Politix*.

Math A, Meilland C., « Comparaison du soutien financier apporté aux familles dans douze pays européens », *Recherches et Prévisions*, n° 90, déc. 2007.

Meilland C., Viprey M., « L'année européenne de l'égalité des chances pour tous », *Chronique internationale de l'IRES*, janvier 08.

Raveyre M., - « Le management social des restructurations et la prise en compte du travail », *International Management*, Montréal, numéro spécial Restructurations, 2008 (à paraître).

Documents de travail, Rapports de recherche, Actes de colloque

Fondeur Y., Lefresne F., *Le déclassement des jeunes en France et en Suède*, Rapport de Recherche pour le Ministère de l'Education Nationale, novembre 2007, 175 p.

Grimault S., Lochard Y. et Tuchsziher C., CEE, CEREQ, IRES, *Les politiques des entreprises en matière de certification et l'utilisation de la validation des acquis de l'expérience*, rapport pour la DARES, juillet 2007.

Husson M., Lefresne F. (avec Begg I, Chagny O, Fayolle J.), *Economic and Employment Policies and Performances in Four European Countries: France, Germany, Sweden, the United Kingdom*, rapport à l'Institut national sur les conditions de travail et les syndicats suédois (projet Saltsa), 219 pages.

Join-Lambert O., « Quand l'Etat prend des risques. Les élèves et le « risque-machine » dans l'enseignement technique (1946-1991) », in Omnès C., Pitti L. (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention en Europe au XXe siècle*, Actes du colloque organisé à l'UVSQ les 7 et 8 décembre 2005 (à paraître aux PUR).

Join-Lambert O., Lochard Y., « Idéal professionnel et action publique : dissonance et décalages temporels. Les conservateurs de musées et leurs nécrologies », colloque international *Les approches pragmatiques de l'action publique*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint Louis (à paraître).

Lefresne F., « Qu'apprend-on des modèles danois et britannique ? », Document de travail du Lest, *Rencontres chercheurs-syndicalistes : Parcours professionnels, mobilité, précarité : quelles nouvelles sécurités*, Institut Régional du Travail d'Aix-en-Provence, juin 2007.

Lefresne F., Sauviat C., avec la collaboration de Solveig Grimault, *Mode de gouvernance, pratiques d'anticipation et régimes de restructuration*, Rapport de recherche à la DARES, juillet, 241 p.

Math A, Meilland C (avec Jeanne Fagnani et Angela Greulich). *La comparaison des politiques en direction des familles dans 12 pays européens l'exploitation d'une base de données de ménage ou cas-types*, Document de travail, juillet 2007, 213 pages

Math A, Meilland C., *Comparaison européenne des aides aux familles*, Rapport intermédiaire pour la recherche CNAF, collaboration juillet 2007.

Axe 4 – Dynamiques salariales et politiques sociales

Ouvrages, participation à des ouvrages collectifs

Concialdi P., *Non à la précarité*, Paris, Mango, Collection En clair, 2007.

Articles dans des revues à vocation scientifique

Concialdi P., « Le débat sur l'évolution du pouvoir d'achat des Français », *Regards sur l'actualité*, n°331, mai 2007.

Concialdi P., « Les systèmes de retraite sous tension », éditorial du numéro spécial sur les retraites de la revue *Santé, Société, Solidarité* - Revue de l'Observatoire franco-qubécois de la

santé et de la solidarité, 2007.

Concialdi P., « Québec : les retraites en danger ? Un point de vue français », numéro spécial sur les retraites de la revue *Santé, Société, Solidarité* - Revue de l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité, 2007.

Concialdi P., « Les retraites en Chine : organisation et défis futurs », numéro spécial sur les retraites de la revue *Santé, Société, Solidarité* - Revue de l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité, 2007.

Cornilleau G., Math A. et Sterdyniak H., « La méthode ouverte de coordination des retraites, une analyse critique », *Retraite et Société* n°50, janvier 2007. (également publié dans une version en anglais de cette revue sous le titre « The Open Method of Coordination applied to pensions, a critical analysis »), 2007.

Fagnani J. et Math A., « Policy Packages for Families with Children in 11 European Countries: Multiple Approaches », in *Childhood : Changing Contexts*, Sareceno C. et Arnlaug L. (eds), *Comparative Social Research*, vol. 25 (à paraître).

Math A. et Meilland C., « Comparaison du soutien financier apporté aux familles dans douze pays européens », *Recherches et Prévisions* n°90, décembre 2007.

Math A., « Les familles pauvres sont-elles plus mal traitées en France ? Une comparaison des revenus minima garantis dans douze pays européens », *Revue de l'IRES* (à paraître).

Rapports, documents de travail, actes de colloques

Concialdi P., « Epargner pour la retraite : l'expérience française », Communication à la conférence ENRSP/IRES, « *L'épargne retraite : quelles garanties pour les personnes âgées ?* », Paris, 17 et 18 décembre 2007 (avec Lucy apRoberts).

Fagnani J. et Math A., « Les réformes de la politique familiale en Allemagne : de nouveaux horizons pour les femmes ? », *Droit social*, mai 2007.

Math A., « Dynamiques des politiques d'aides aux familles en Europe occidentale », in Guillemard A. M. (sous la direction de), *Où va la protection sociale ?* PUF, 2007 (à paraître).

Annexe 2

Interventions et participations à colloques

Dexia. Rencontres « Un temps pour la réflexion ». Intervention de Florence Lefresne « Les transformations de l'emploi en France ». (Paris, 10 janvier 2007)

Alpha/Liaisons sociales. Colloque « Pour une gestion de l'emploi socialement responsable ». Intervention de Jean-Louis Levet à la table ronde « Anticipation : comment la mettre en œuvre dans les entreprises ? ». (Paris, 22 janvier 2007)

Région Poitou Charente. 2ème forum Formation. Table ronde sur la sécurisation des parcours professionnels. Participation de Solveig Grimault « Les principales propositions syndicales sur la sécurisation des parcours professionnels ». (Chatelleraut, 29-30 janvier 2007)

ISSTO. Université de Rennes 2. Formation syndicat CFDT. Intervention d'Antoine Math « La diversité des systèmes de retraite en Europe ». (Rennes, 1^{er} février 2007)

INMA (Institut national de la médecine agricole). Colloque « Précarité et milieu du travail ». Intervention de Florence Lefresne « Précarité, la norme du futur ? ». Tours, 2 février 2007)

ISE (Institut syndical européen) /**ETUI-REHS.** Advisory Board du département recherche de l'ETUI-REHS. Intervention de Benoît Robin au débat sur « Le programme d'activité de l'Institut dans le cadre européen ». (Bruxelles, 2 février 2007)

ESSIEE/Université de Marne la Vallée. Jean-Louis Levet, invité sur le thème « Intelligence économique et performance des entreprises ». (Marne la Vallée, 13 février 2007)

Association française des économistes d'entreprises, Conférence-débat de Jean-Louis Levet "Pas d'avenir sans industrie", (Paris, 27 février 2007).

Fundaciones Tres Culturas et Institut d'études et recherches Europe-Méditerranée. Séminaire « Politiques européennes d'immigration ». Communication d'Antoine Math sur « L'europanisation des politiques en matière d'immigration économique de travailleurs ». (Séville, 15-16 février 2007)

SASO Université de Picardie, **CURRAP** (Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie), et **UR 105 Savoirs et développement** (IRD, Institut de recherche pour le développement). Colloque international « Savoirs et expériences ». Intervention d'Yves Lochard sur « L'avènement des 'savoirs expérientiels' ». (Amiens, 7 mars 2007)

Salon national des CE et CHSCT. :

- Participation de Solveig Grimault à une table ronde « Quelles réponses CGT à l'insécurité sociale » ;

- Débat « Développement industriel et services publics ». Intervention de Jean-Louis Levet « Quelle industrie demain ? ».

(Levallois, 13-14-15 mars 2007)

Forum francophone des affaires. Conférence internationale « l'intelligence territoriale ».

Intervention de Jean-Louis Levet « Développement des entreprises et dynamiques territoriales ». (Casablanca, 22-23 mars 2007)

Amsterdam Institute voor Arbeids Studies, Universiteit van Amsterdam. 25th International Labour Process Conference. C. Erhel, G. Lefevre, F. Michon, « Rigidity and flexibility of employment in France. What about the role of Temporary Agency Work ? ». (Amsterdam, 2-4 avril 2007)

CGT. Formation des responsables internationaux. Communication de Jean-Marie Pernot « Dynamiques du syndicalisme international ». (Courcelles, 5 avril 2007)

IEMA. Colloque 2007 « L'intelligence économique vecteur stratégique de la relance et du développement industriels ». Présidence de Jean-Louis Levet à la première matinée consacrée aux « apports de l'IE aux choix de développement économique », puis intervention « l'IE, son rôle dans la performance globale des entreprises et dans la politique industrielle ». (Alger, 8-9 avril 2007)

Institut du travail. CGT retraites. Intervention de Michel Husson à cette session sur « l'analyse du 4^{ème} rapport du Conseil d'orientation des retraites ». (Strasbourg, 11 avril 2007)

Association Chômage et Monnaie. Intervention de Benoît Robin présentant l'IRES et ses travaux lors de l'Assemblée générale de l'association à la Maison des sciences de l'Homme. (Paris, 12 avril 2007)

Réseau ELNEP (European Labour Network for Economic Policy). Participation de Michel Husson à la conférence de presse de présentation du premier rapport de ce réseau. (Bruxelles, 18 avril 2007)

DGB. Séminaire interne sur le salaire minimum. Intervention de Christian Dufour. (Francfort, 23 avril 2007)

Europe et Société. Colloque « Le dialogue social européen et les restructurations transnationales ». Intervention de Jean-Louis Levet « La réalité des restructurations en Europe ». (Paris, 23-24 avril 2007)

Sciences Politiques. Séminaire sur les politiques de santé. Intervention de Christian Dufour sur « le rôle syndical dans les politiques de santé au sein des entreprises ». (Paris, 26 avril 2007)

DRT, ministère du Travail. Réunion d'étude sur « Le salaire minimum ». Interventions de Christian Dufour et Adelheid Hege « Salaire minimum et négociation collective » ; « Le débat allemand sur l'introduction d'un salaire minimum ». (Paris, 27 avril 2007)

BIT. Joint Travail and Gender roundtable discussion on gender-related aspects on working time in industrialized countries. Intervention de François Michon « 35 heures et/ou temps choisi : les politiques françaises sont-elles Decent Work compatible ? ». (Genève, 3 mai 2007)

Université Friedrich Schiller. Conférence « La question sociale au début du 21^o siècle : précarité, déclassement, exclusion ». Intervention et participation de Christian Dufour avec Adelheid Hege « Précarité et représentation syndicale ». (Iéna, 3-4 mai 2007)

Friedrich Ebert Stiftung. Intervention et participation de Christian Dufour avec Adelheid Hege lors d'un colloque sur « L'avenir de l'Europe sociale » (Rome, 10-11 mai 2007)

CGT. Séminaire délégués départementaux. Intervention de Jean-Louis Levet « Industrie et développement des territoires ». (Montreuil, 15 mai 2007)

ANDCP (Association nationale des directeurs et chefs du personnel). Conférence sur le dialogue social. Communication de Jean-Marie Pernot « Le dialogue social en France, représentation et représentativité des syndicats ». (Marseille, 22 mai 2007)

AFERP (Association française d'étude des relations professionnelles) – Paris II. Communication de Benoît Robin lors de la Rencontre AFERP sur « Les activités réalisées par la Fondation européenne en coopération avec l'ANACT et l'IRES » à la Sorbonne. (Paris, 22 mai 2007)

CFE-CGC. Séminaire « quel avenir pour l'industrie ? ». Participation de Jean-Louis Levet à la conférence-débat sur le thème « Industrie et développement des territoires ». (Paris, 23 mai 2007)

ISST (Institut des Sciences sociales du travail) de l'Université de Paris 1. Séminaire FGTE-CFDT de formation de syndicalistes sur les retraites.

- Intervention d'Antoine Math sur « L'évolution des systèmes de retraite en Europe ».

- Intervention de Pierre Concialdi

(Fontenay aux Roses, 23 mai 2007)

CSC (Confédération des syndicats chrétiens de Belgique). Intervention de Catherine Sauviat « Le nouveau pouvoir actionnarial et ses conséquences pour les entreprises ». (Bruxelles, 24 mai 2007)

CFDT/FGMM. Séminaire annuel. Participation de Jean-Louis Levet à la conférence-débat sur le thème « Industrie et développement économique ». (Aix les Bains, 30 mai 2007)

UNSA Education. Conseil fédéral national. Intervention de Christian Dufour sur « L'évolution de la place de l'Etat et les partenariats public-privé ». (Paris, 30 mai 2007)

Hans Böckler Stiftung, WSI, Düsseldorf. Intervention et participation de Christian Dufour à un séminaire sur « La négociation du temps de travail ». (Düsseldorf, 31 mai-1^{er} juin 2007)

Association de comité d'entreprise **IRCOS**. Intervention de Christian Dufour lors de l'Assemblée générale sur la politique des CE à l'égard des jeunes. (Mulhouse, 21 juin 2007)

AJIS (Association des journalistes d'information sociale). Table-ronde sur les travailleurs pauvres. Intervention de Pierre Concialdi (Paris, 5 juin 2007).

Conseil régional d'Ile de France. Communication de Florence Lefresne « Les jeunes, la formation et l'emploi ». (Paris, 6 juin 2007)

AFERP (Association française d'étude des relations professionnelles). Assemblée générale. Intervention de Jean-Louis Levet relative au programme de travail de l'IRES. (Paris, 7 juin 2007)

Réseau **ELNEP** (European Labour Network for Economic Policy). Participation de Michel Husson à un séminaire d'évaluation et de programmation de ce réseau. (Berlin, 8 juin 2007)

EUROFOUND (Fondation européenne sur les conditions de vie et de travail) DG emploi. Participation de Benoît Robin au 10^{ème} anniversaire de l'Observatoire européen des relations professionnelles (EIRO). (Bruxelles, 14 juin 2007)

FSU Bretagne. Formation des responsables FSU. Intervention/débat de Jean-Marie Pernot « Les transformations du champ syndical depuis les années 80 ; mise en perspective historique et problématiques contemporaines ». (Dinard, 14 juin 2007)

London School of Economics/London Metropolitan University. Journées internationales de Sociologie du travail. « Restructurations productives, précarisation, valeurs ».

- Communication de R. Belkacem, C. Kornig, F. Michon « Les origines du travail intérimaire et son développement en Europe ».

- Communication de C. Erhel, G. Lefevre, F. Michon, « Employment flexibility in France. About the role of Temporary Agency Work ».

- Communication de Florence Lefresne et de Catherine Sauviat « Mode de gouvernance et restructurations : une approche comparative » ;

- Communication de Marie Raveyre « Restructurations et travail : le management en question ». (Londres, 20-22 juin 2007)

Association des pays du Val de Lorraine. Forum « Mémoire et industrie ». Conférence-débat de Jean-Louis Levet sur le thème « Industrie, emploi et métiers: quelles perspectives? ». (Pompey, 25 juin 2007)

Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Colloque-séminaire DARES-CHATEFP « Centenaire du ministère du Travail : présentation des recherches financées par la DARES ». Odile Join-Lambert, « conclusion ». (Paris, juin 2007).

ETSUP (Ecole supérieure du travail social). Colloque « Travailleurs pauvres et action sociale : Nouvelle question sociale ? De l'impensé vers l'action ». Intervention de Pierre Concialdi (Paris, 27 juin 2007).

ELA (Confédération autonome basque). Participation de Christian Dufour et Adelheid Hege à une semaine de rencontres avec l'exécutif sur les nouvelles pratiques syndicales. Interventions lors de séminaires à l'Université de San Sébastien. Conférence dans le cadre de la Fondation

Manu Robles-Arangiz Institutua Fundazioa « Pouvoir syndical et Globalisation ». (Bayonne, Bilbao, Saint Sébastien, 25-29 juin 2007)

Friedrich Ebert Stiftung. « L'avenir du modèle économique et social européen : les résultats de la présidence allemande du Conseil de l'UE ». Intervention de Jean-Louis Levet « les exigences de la politique sociale entre désirs et réalité : les jugements depuis différentes perspectives » et qui a porté sur « La perspective européenne continentale: la France », puis un dialogue avec les intervenants concernant les cas des nouveaux Etats membres et des pays scandinaves. (Berlin, 5-6 juillet 2007)

IWPLMS. 28th conference of the International Working Party on Labour Market Segmentation.

- Communication de François Michon « What Became of Labour Market Segmentation in France : its Changing Design ».

- Communication de Catherine Sauviat « Corporate governance and restructuring regimes. The Alstom case ».

(Aix en Provence, 5-7 juillet 2007)

Ruhr-Universität Bochum. Séminaire « European Works Councils as Transnational Organisations ? Theoretical and Empirical Findings and Prospects ». Intervention de Udo Rehfeldt sur « le cas de la France ». (Bochum, Allemagne, 9-10 juillet 2007).

CGT. Journées d'été du CCN. Participation et interventions Jean-Marie Pernot : « Réflexions à partir d'un rapport sur la syndicalisation » (AO IRES-CGT). (Courcelles, 11-12 juillet puis 21-22 août 2007).

AIIC (Association internationale des interprètes de conférence). Intervention de Florence Lefresne « Transformations de l'emploi et avenir de la relation salariale ». (Paris, 17 juillet 2007)

Université d'Athènes d'Economie et de Gestion – CIRN/IREC (Industrial Relations in Europe). Conférence « New Europe - New Challenges: The Changing Contours of Industrial Relations ». Communications de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa) « International Framework Agreements as an Issue for European and World Works Councils and for Transnational Union Coordination: The Case of the Automobile Industry » et « Le syndicalisme: de la diversité nationale à la solidarité internationale ».

(Athènes, 26-28 juillet 2007)

FNESER. « Quel modèle de développement pour les territoires ? ». Intervention de Jean-Louis Levet dans le cadre de l'atelier « Entreprendre dans les territoires au service de l'emploi ».

(la Rochelle, 29-30 août 2007)

CEZAM. Fédération d'associations de CE. Intervention de Christian Dufour et Adelheid Hege sur « le rôle des comités d'entreprise et la recherche d'identité collective ». (Lyon, 31 août 2007)

ERSA (European Regional Science Association). 47ème Congrès, **ASRDLF** (Association de Science Régionale de Langue Française), XLIVème Congrès « Local governance and sustainable development ». Communication de Marie Raveyre « Rural areas and small industrial businesses, the emergence of new prospects for development ? ». (Paris, 08-2007)

Université de Manchester. 8ème Congrès européen de l'Association internationale de relations professionnelles (AIRP/IIRA) « The Dynamics of European Employment Relations ».

Communication de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa) sur « La négociation collective transnationale par des comités d'entreprise européens et mondiaux : tendances récentes dans le secteur automobile ». (Manchester, Royaume-Uni, 3-7 Septembre 2007).

AFSP. Congrès de l'Association française de science politique, Jean-Marie Pernot, rapporteur dans l'atelier : « La socialisation militante au prisme de la formation syndicale. Les dispositifs et leurs usages ». (Toulouse, 7 septembre 2007).

Université de la formation continue d'Alger. Dans le cadre du premier Master créé en

Intelligence Economique en Algérie (coopération franco-algérienne, Ministère des Affaires Etrangères et Université de la formation continue d'Alger), réalisation par Jean-Louis Levet du séminaire introductif de trois jours « Fondamentaux de l'intelligence économique au sein des organisations publiques et privées ». (Alger, 8-10 septembre 2007)

RDS (Réalités du dialogue social). Atelier « syndicalisation ». Communication de Jean-Marie Pernot « Chemins de la syndicalisation, fausses pistes et vrais enjeux », (Paris, 13 septembre 2007).

ISSTO, Université de Rennes 2. Stage de formation CGT-FO « Le dialogue social ». Intervention de Catherine Sauviat « Le dialogue social aux Etats-Unis ». (Nantes, 14 septembre 2007)

CAPRIGHT. Meeting « Resources, rights and capabilities : in search of social foundations for Europe ». Framework programme of the European Community.

- Communication de Marie Raveyre “Local restructuring policies”.

- intervention de Florence Lefresne “Capabilités et démocratie délibérative”, discussion de plusieurs textes théoriques.

(Porto, 19-21 septembre 2007)

CNER. 54e Congrès national « Industries et territoires : enjeux d'aujourd'hui et de demain ».

Conférence introductive de Jean-Louis Levet sur le thème « L'avenir de l'industrie en France : y a-t-il une place pour une politique industrielle nationale et européenne? ». (Saint -Etienne, 20-21 septembre 2007)

Centre d'économie de la Sorbonne – Matisse (Université Paris 1 – CNRS). Journée d'étude « Travail Profession ». Discussion par Antoine Math du thème « Impact des politiques publiques sur l'articulation Travail domestique – Travail professionnel ». (Paris, 24 septembre 2007)

MGRH (Mouvement Génération RH). Université d'été des DRH. Conférence « spéciale rentrée sociale » de Jean-Louis Levet sur le thème « capitalisme financier contre capitalisme du savoir ». (Ecquevilly, 24-25 septembre 2007)

CCI d'Amiens. Soirée-débat « L'industrie a-t-elle un avenir ? », avec Jean-Louis Levet comme invité. (Amiens, 25 septembre 2007)

Conseil économique et social basque. Journée « Politique industrielle et délocalisation au Pays Basque ». Communication de Michel Husson sur « Le défi des délocalisation en Europe ». (Bilbao, 26 septembre 2007)

Centre d'Économie de la Sorbonne. Séminaire TEmPS (Travail Emploi et Protection Sociale), « E-recrutement et nouveaux intermédiaires sur le marché du travail ». Discussion de François Michon sur le papier de Yannick Fondeur « Internet, recrutement et recherche d'emploi ». (Paris, 27 septembre 2007)

DARES. Séminaire de restitution de recherches sur les discriminations. Communication d'Yves Lochard avec Christèle Meilland et Mouna Viprey « La tête de l'emploi. Discriminations raciales et marché du travail : les salariés hautement qualifiés dans les télécommunications et à l'hôpital ». (Paris, 5 octobre 2007)

Ministère du budget, des comptes publics et de la Fonction publique. Réunion d'ouverture de la Conférence sociale fonction publique « Pouvoir d'achat ». Participation de Catherine Vincent à la table-ronde « Regards croisés sur les politiques de rémunération ». (Paris, 8 octobre 2007)

Centrale des syndicats du Québec. Séminaire de Christian Dufour et Adelheid Hege avec les responsables de la formation CSQ sur le thème « Mondialisation de l'économie et représentation de proximité des salariés ». (Montréal, 9 octobre 2007)

Université de Laval. Département des relations professionnelles/ Séminaire de doctorat de Christian Dufour et Adelheid Hege sur le thème « Le syndicalisme, encore un acteur global ?

(Québec, 10 octobre 2007)

ISSTO, Université de Rennes 2. Stage de formation CGT « Les restructurations dans l'industrie automobile américaine ». Intervention de Catherine Sauviat. (Rennes, 10 octobre 2007)

CRIMT. Colloque Magog III « Repenser les institutions du travail et de l'emploi à l'ère de la mondialisation ». Contributions et interventions de Christian Dufour et Adelheid Hege sur les thèmes « Repenser la représentation collective » et « Faire des comparaisons internationales entre acteurs et institutions ». (Magog, Québec, 11-14 octobre 2007)

CFTC, EZA. Séminaire « L'influence des partenaires sociaux sur le modèle économique et social de l'Union européenne ». Conférence introductive de Jean-Louis Levet « Les mutations économiques et industrielles et leurs conséquences sur l'emploi ». Bucarest, 11-14 octobre 2007)

UNAFOR (Organisme de formation de l'Union nationale des associations familiales). Colloque « La représentation familiale dans la gouvernance de la Sécurité sociale ». Intervention de Catherine Vincent « Administratrices et administrateurs dans les caisses de sécurité sociale ». (Paris, 12 octobre 2007)

Facultés universitaires Saint Louis. Colloque international « Les approches pragmatiques de l'action publique ». Communication d'Yves Lochar avec Odile Join-Lambert « idéal professionnel et action publique : dissonances et décalages temporels. Les conservateurs de musées et leurs nécrologies ». (Bruxelles, 15-16 octobre 2007)

Conseil régional d'Ile de France. Association EVEIL. Communication de Florence Lefresne « Quelles politiques publiques pour les jeunes en difficulté ? ». Paris, 24 octobre 2007)

Congrès Marx international. Communication de Michel Husson sur « Socialisation interrompue et résistances des besoins ». (Nanterre, 6 octobre 2007)

Revue Options. Participation de Michel Husson à une table-ronde sur « Le pouvoir d'achat », publiée dans le numéro de novembre. (Montreuil, 25 octobre 2007)

Ministère du Travail, DGT. Séminaire de Adelheid Hege et Christian Dufour sur « Les systèmes de négociation en Europe et l'articulation des niveaux de la négociation collective ». (Paris, 29 octobre 2007)

ISST (institut des sciences sociales du travail), Université de Paris 1. Intervention d'Odile Join-Lambert « Les acteurs sociaux face aux réformes des services publics en Angleterre ». (Paris, 6 novembre 2007)

CGT-FTM (fédération des travailleurs de la métallurgie). Conférence nationale fédérale. Intervention de Jean-Marie Pernot sur « Syndicalisme et syndicalisation ». (Montreuil, 7 novembre 2007)

Comité d'entreprise RSI. Séminaire de Christian Dufour sur le thème « Représenter les salariés, institutions et rôle des acteurs ». (Marcoussis, 8 novembre 2007)

Université Al Akhawaayn. Colloque international « La circulation des idées dans la société du savoir » réunissant des chercheurs de différents pays de la méditerranée. Présidence par Jean-Louis Levet de l'atelier « Think tank, un tour d'horizon, fonction et portée des think tank », et conférence sur le thème « L'anticipation, au cœur des stratégies nationales de développement et le rôle croissant des think tank » qui a fait l'objet d'une contribution écrite. (Ifrane, Maroc, 8-9 novembre 2007)

DARES. Journée de présentation des travaux réalisés à partir de l'enquête OFER (Offre d'emploi et recrutement).

- Discussion par Florence Lefresne du papier de Nathalie Moncel (CEREQ) « Quand le dernier recruté est un jeune » ;

- Discussion de Yannick Fondev.

(Paris, 9 novembre 2008)

6èmes rencontres culturelles franco-allemandes. Contribution écrite de Jean-Louis Levet « Le patriotisme économique et le néolibéralisme mondial » dans le cadre de l'atelier correspondant. (Fribourg, 15-17 novembre 2007)

ISSTO, Université de Rennes 2. Stage de formation CGT-Force ouvrière « Le système de santé : enjeux et perspectives ». Intervention de Florence Lefresne « Le NHS britannique : une institution pérenne ». (Rennes, 20-23 novembre 2007)

ISSTO. Intervention de Catherine Sauviat « Le système de santé américain en crise ». (Rouen, 21 novembre 2007)

DEXIA-SOFAXIS. Séminaire en direction du réseau des centres de gestion de la Fonction publique territoriale. Communication de Florence Lefresne « L'avenir du contrat de travail et la perspective de sécurisation des parcours professionnels ». Paris, 21 novembre 2007)

Université de Marne la Vallée, ESIEE. Séminaire d'une journée réalisé par Jean-Louis Levet « Fondements méthodologiques de la démarche d'intelligence économique dans les organisations ». (Marne la Vallée, 22 novembre 2007)

ISST (Institut des sciences sociales du travail) de l'Université de Paris 1. Formation de syndicalistes. Intervention d'Antoine Math « Analyse comparée des évolutions des systèmes de retraite ». (Fontenay aux Roses, 26 novembre 2007)

Redesist. Seminar 10 years. Intervention de Catherine Sauviat « The emergence of a global workforce and some major impacts ». (Rio de Janeiro, 26-28 novembre 2007)

Omnes (syndicats du groupe Air France). Animation par Jean-Marie Pernot d'une session sur « Représentativité, Légitimité, éthique », communication introductive, et conclusions du séminaire. (Roissy, 26-27 novembre 2007)

ANVIE. Atelier Recrutement. Intervention de Yannick Fondeville « Internet et le recrutement : des effets ambigus ». (Paris, 27 novembre 2007)

CGT, Institut d'histoire sociale. Colloque Unité syndicale, fatalité de la division ? France 1943-1995, communication de Jean-Marie Pernot « Le débat CGT-CFDT 1966-1968, quelques aspects politiques de la confrontation ». (Montreuil, 28-29 novembre 2007)

AGRH. Université d'Auvergne, Groupe Ecole Supérieure de Commerce. Journée transdisciplinaire de recherche « Management et réseaux sociaux ». Communication de Marie Raveyre : « Réseaux sociaux et relations interentreprises ». (Clermont-Ferrand, novembre 2007)

Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine. Colloque « Les trajectoires de délocalisation : état des lieux et perspectives ». Communication de Marie Raveyre « Les délocalisations : le territoire du développement en question ». (Bordeaux, novembre 2007)

Ambassade d'Allemagne. Séminaire « Garantir l'avenir par la recherche, les avantages et les inconvénients des systèmes scientifiques français et allemands », co-organisé par la Friedrich Ebert Stiftung et l'IRES. Conférence introductive de Jean-Louis Levet et présidence de la première table-ronde « La compétition dans les systèmes scientifiques et l'impact de la recherche sur l'économie ». (Paris, 4 décembre 2007)

CCAS. Participation de Christian Dufour à une table-ronde sur le thème « Syndicalisme et travailleurs saisonniers ». (Saint-Denis, 5 décembre 2007)

Ministère du travail d'Argentine. Communication de Florence Lefresne « La place des jeunes sur le marché du travail en France ». (Buenos Aires, 6 décembre 2007)

Institute for social movements (Ruhr Universität). Séminaire européen "Towards Transnational Trade Union Representation ? National Trade Unions in the European Integration Process" Communication de Jean-Marie Pernot "France And Europe : a Splitting Issue in an already divided Trade Union Movement" (Bochum, Allemagne, 6-8 décembre 2007)

Instituto de Desarrollo Economico y Social, Université de Buenos Aires. Communication de

Florence Lefresne « Les politiques de formation et d'emploi des jeunes en Europe ». (Buenos Aires, 7 décembre 2007)

Institut d'histoire sociale CGT. Colloque « En Ile de France, syndicalisme et immigration, un demi siècle de luttes et de solidarité », organisé en partenariat avec la Cité Nationale de l'Histoire et de l'immigration. Intervention d'Antoine Math « immigration et normes d'emploi ». (Paris, 10-11 décembre 2007)

Collège international de philosophie. Conférence organisée par Michel Husson sur « Les fondements économiques de l'insécurité sociale ». (Paris, 11 décembre 2007)

Université de Marne la Vallée, ESIEE. Séminaire d'une journée réalisé par Jean-Louis Levet « Analyse comparative des systèmes nationaux d'intelligence économique: Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Japon ». (Marne la Vallée, 13 décembre 2007)

CIERA (Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne). Séminaire « Les régimes français et allemands de relations professionnelles face aux changements d'échelle ». Communication de Catherine Vincent avec M. Dupré, O. Giraud et M. Tallard « Le rôle de l'Etat en France et en Allemagne dans la modernisation des systèmes nationaux de relations industrielles des années 60 à 80 ». (Berlin, 13-14 décembre 2007)

CGT Languedoc. Conférence régionale sur la syndicalisation. Communication de Jean-Marie Pernot sur « Syndicalisme et syndicalisation ». (Cap d'Agde, 14 décembre 2007)

CAS. Séminaire SMET de l'IRES. Communication de Florence Lefresne et de Catherine Sauviat : Mode de gouvernance et régimes de restructuration : le cas d'Alstom. (Paris, 20 décembre 2007)

CGT. Commission privés d'emplois. Participation de Christian Dufour à une table-ronde sur le thème « Syndicalisme et salariés précarisés ». (Montreuil, 21 décembre 2007)

Institut Régional du Travail. Séminaire pour la CGT-FO. Communication de Marie Raveyre « Restructurations et action syndicale ». (Aix en Provence, décembre 2007)

Annexe 3

Conventions de recherches achevées ou en cours en 2007

| Intitulé | Responsables scientifiques | Tiers contractant | début | fin |
|---|---|--------------------------------|--------------|--------------|
| Centenaire ministère du Travail | O. Join-Lambert | DARES | 2004 | 2007 |
| Emploi et travailleurs âgés | A. Jolivet | Fondation européenne de Dublin | 2006 | 2007 |
| Etudes sur les relations industrielles | B. Robin, A. Jolivet | Fondation européenne de Dublin | 2007 | 2008 |
| Syndicalisme et flexibilité | C. Dufour, A. Hege, J.M. Pernot | DARES | 2005 | 2007 |
| Politiques économiques et politiques d'emploi en Europe | J. Fayolle, A. Jolivet, M. Husson, F. Lefresne | Programme SALTSA (Suède) | 2005 | 2007 |
| Gouvernance de la protection sociale | P.Volovitch, C.Vincent | DREES | 2005 | 2008 |
| Anticipation et accompagnement des restructurations | F. Lefresne, C. Sauviat | DARES | 2005 | 2008 |
| Classification professionnelle dans la filière agro alimentaire | Christian Dufour ; Adelheid Hège | ANIA | 2006 | 2007 |
| Capright : Resources, rights and capabilities in search of social foundations for Europe | F. Lefresne ; Catherine Sauviat ; Marie Raveyre | Commission Européenne | 2006 | 2008 |
| Comparaisons européennes des aides aux familles | Antoine Math ; Christèle Meilland | CNAF | 2006 | 2008 |
| Observatoire européen : Etudes sur les relations industrielles, les Restructurations et conditions de vie et de travail | Benoît Robin; Annie Jolivet; Udo Rehfeldt ; Marie Raveyre ; Carole Tuschszirer ; Yves Lochard | Fondation européenne de Dublin | 2006 2007 | 2007 2008 |
| Suivi des congrès des organisations syndicales | Jean Marie Pernot ; Christian Dufour ;Benoît Robin | Liaisons sociales | 2007 | 2007 |
| Validation des acquis de l'expérience | Carole Tuschszirer | Centre d'étude et de l'emploi | 2006 | 2007 |
| Déclassement des jeunes ; comparaison France Suède | Yannick Fondeur Florence Lefresne | Ministère Education Nationale | 2006 | 2007 |
| Changements technologiques et travailleurs vieillissants | Annie Jolivet | DARES | 2006 | 2008 |
| Evolutions et perspectives des systèmes de négociations européens | C. Dufour ; A Hege | CFDT/CGT | 2007 | 2008 |
| L'épargne retraite : quelles garanties pour les personnes âgées | P Concialdi | GIE AGIRC ARCO | 2007 | 2007 |
| Internationalisation des relations industrielles | Udo Rehfeldt | Istituto per il lavoro | 2007 | 2007 |
| Actions mises en œuvre à l'égard des salariés atteints de longue maladie | C. Dufour ; A Hege | Crédoc | 2007 | 2008 |
| Nature, causes et conséquences des changements institutionnels structurels de l'immigration : le cas de la France | M Viprey, S. Slama | Banque mondiale | 2007 | 2008 |